

Colloque international
Le secteur des transports ferroviaires dans la
mondialisation

Atelier G – Salle 204

(Uni Paris VII- Denis Diderot)

Vendredi 13 décembre 2013 de 09.30 à 13.00

Gianni Frizzo, Mathieux Christian, Matteo Pronzini,
cheminots et syndicalistes

Officine de Bellinzona, 33 jours de grève dans les
chemins de fer suisses

articles du Alencontre (<http://alencontre.org>) et Solidarietà (www.mps-ti.ch)

La destruction du service public 28.11.2005

Matteo Poretti

Le débat sur l'avenir des CFF (Chemins de fer fédéraux suisses) est ouvert depuis quelques années. Pour rappel: à partir de janvier 1999, les CFF ont cessé d'être une régie fédérale. Ils sont une société anonyme de droit privé: CFF SA. Leur activité est déterminée par une loi spéciale (Loi sur les CFF du 20 mars 1990).

Le capital-actions est détenu à 100% par la Confédération. La loi explicite que la gestion des CFF doit répondre aux normes d'une entreprise privée dans le contexte « concurrentiel » présent.

Pour mieux opérer, des « divisions » (filiales) ont été créées. Au total cinq: Transport voyageurs, Trafic marchandises (CFF Cargo SA), Infrastructure, et, dès 2003, Immobiliers (ce qui explique aussi, entre autres, l'actuelle gestion des gares comme des « centres de profit »).

Depuis 1996, le responsable du secteur, au plan du Conseil fédéral, est le social-démocrate zurichois Moritz Leuenberger. Le directeur des CFF SA est un autre social-démocrate: Benedikt Weibel. Le directeur de CFF Cargo SA est l'ancien secrétaire central de l'USS (Union syndicale suisse), le social-démocrate Daniel Nordmann. Une « fief socialiste », autrement dit. Ou, dit autrement: cas d'école sur la manière dont les élites bourgeoises attribuent aux sociaux-démocrates la tâche de la privatisation rampante des services publics... dans le cadre de l'eurocompatibilité.

Décharger le personnel

Le 28 octobre 2005, la division CFF Cargo SA a rendu public son important plan de restructuration. Le nombre de postes qui seront supprimés s'élève à 650, ou plus exactement à 652 équivalents temps plein. Cette suppression se répartit de la sorte: 590 pour CFF Cargo SA et 60 dans la division Infrastructure. La restructuration sera menée à bien jusqu'en juin 2006.

A la fin 2004, CFF Cargo SA employait 4739 salarié-e-s à temps plein. La suppression annoncée touche donc 12,5% des postes de travail (équivalent temps plein). Cette décision s'inscrit dans le droit fil de l'orientation définie par la société mère: CFF SA.

En réalité le personnel de CFF SA (CFF dans le passé...) a subi une attaque frontale: de 1990 – année où la logique du service public a été, de fait, remplacée par celle de l'entreprise privée – à 2004 ont été supprimés 11146 postes à temps plein, soit 29,6% du total des effectifs. Tout cela avec la bénédiction de la social-démocratie et des « syndicats ». Les « têtes » du PSS sont à la tête de l'opération.

Ces données chiffrées sont impressionnantes. Toutefois, la direction de CFF Cargo SA a oublié d'expliciter le nombre de salarié-e-s effectivement touchés par cette restructuration. En effet, en 2002, 9,93% du personnel des CFF SA travaillait à temps partiel, ce qui implique que le nombre de 650 salariés (postes) devant perdre leur emploi pourrait être dépassé.

« Pas de licenciements » ?

Fière, la direction des CFF SA annonce qu'il n'y aura pas de licenciements. Les « collaborateurs » perdront simplement leur poste de travail, car dans le contrat collectif de travail (CCT), formellement, CFF SA ne peut pas procéder « à des licenciements économiques ou d'entreprise ». Mais les salarié-e-s peuvent perdre leur poste de travail.

Examinons de plus près la situation de CFF Cargo SA. Un groupe de 146 « collaborateurs », ceux ayant plus de 58 ans, se verront offrir « le programme Crescendo ». Il offre des solutions spéciales pour passer, sur un mode flexible, à la retraite [\[1\]](#). On serait intéressé à connaître ce que signifie

concrètement ce «mode flexible de passage à la retraite». Et surtout quels en seront les effets sur le montant réel perçu, chaque mois, lorsqu'interviendra l'âge donnant droit à la retraite.

Pour les 446 autres «collaborateurs» interviendra le projet Chance (sic!). Ce dernier prévoit, sur le même mode trompeur des plans de la Poste ou de Swisscom, le maintien du salaire pour une période maximale de deux ans. Le temps moyen passé par les salariés dans le projet «Chance» était de 267 jours, à la fin 2002. A cela s'ajoute toute une série de mesures individualisées: appui pour procéder à des demandes d'emploi et de requalification; conseil et assistance pour une réorientation professionnelle; offre de postes de travail, que ce soit à l'interne (dans les CFF SA) ou à l'externe, sous forme de travail temporaire, de contrat à durée déterminée, de stages, d'emploi à durée indéterminée [2].

En réalité, la situation est moins rose que celle dépeinte ici. Le personnel est contraint d'accepter les offres d'emploi «convenable», dans ou hors de l'entreprise CFF SA, même si cela implique un abaissement des fonctions exercées antérieurement, des baisses de salaires importantes et une augmentation significative du temps de déplacement.

En cas de refus d'un travail qualifié de «convenable» (selon la logique de la réforme de la loi sur le chômage à laquelle a collaboré un autre dirigeant syndical profilé: Serge Gaillard), l'entreprise n'a plus d'obligation envers son ex-employé. Elle peut, dès lors, dissoudre le rapport de travail, sans indemnités.

Depuis que le projet «Chance» est en action, quelque 50% du personnel qui l'a utilisé a trouvé un nouveau poste au sein de la société (ex-régie fédérale). Quelque 40% ont été mis à la retraite. Les 10% restants ont été engagés par d'autres entreprises. Ces chiffres ne disent rien sur les conditions de travail et sur les salaires, et donc sur le montant qui sera perçu à la retraite.

Réduire le personnel et augmenter les profits

Cette énième restructuration a été vendue par la direction de CFF Cargo SA comme une mesure nécessaire pour assainir les comptes de l'entreprise: freiner la réduction des pertes en comprimant les coûts. Lisez: en supprimant des postes de travail et en accroissant la «productivité» de chaque salarié restant.

Dans le document de presse distribué lors de la Conférence de presse, la direction affirme: «Pour l'année en cours, l'entreprise prévoit une perte de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de francs, auxquels s'ajouteront les réserves constituées en vue de la restructuration à venir. Grâce à ces réserves, CFF Cargo envisage de réaliser en 2007 un résultat financier équilibré.» [3]

Nous sommes à deux mois de la clôture des comptes 2005, il ne devrait pas être difficile pour les services comptables des CFF Cargo de fournir les éléments d'une projection du résultat pour l'exercice en cours (2005). Rien. Même pas des chiffres sur les pertes annoncées. Toutefois, dans le même document transmis lors de la conférence de presse, il est affirmé: «Pour 2005, CFF Cargo prévoit un déficit de quelques dizaines de millions, un résultat en opposition claire avec le mandat de la Confédération, qui vise l'obtention d'un résultat financier équilibré.»[4] Donc de plusieurs «dizaines de millions de francs» on passe à un déficit de l'ordre de «quelques dizaines de millions de francs».

Avec les plans de restructuration annoncés, CFF Cargo «compte améliorer le résultat de 85 millions de francs sur un an et obtenir une structure de coûts qui permette à l'entreprise d'être plus compétitive sur le marché.»[5] Donc si le déficit s'élevait à – admettons – quarante millions, la suppression des postes impliquerait un accroissement de la rentabilité, déjà en 2006, à hauteur de plus de quarante millions de francs. Dès lors, les coupes dans les emplois serviront seulement, en partie, à couvrir le déficit prévu, alors qu'une partie des gains servira à nourrir la rubrique «profits» des comptes.

La logique du profit

C'est CFF Cargo SA qui explique, elle-même, la raison de sa politique de recherche du profit maximum: l'existence d'un déficit sur l'exercice en cours est en «contradiction avec le mandat de la Confédération». Le patron – la Confédération-actionnaire – commande; les responsables appliquent. Le mandat en question est le résultat d'un processus, comme toutes les lois fédérales, qui a abouti à transformer le service public en une entreprise gérée selon les critères d'une entreprise privée, et cela indépendamment de son statut juridique (initialement).

Comme l'ensemble des grandes sociétés privées, le conseil d'administration fixe des objectifs en termes de marge de profits à réaliser sur un exercice annuel (et sur une durée plus longue). Il appartient aux directeurs de s'activer pour trouver les meilleures solutions afin de répondre à ces injonctions. C'est ce qui se passe, aujourd'hui, entre la Confédération et CFF SA.

Le document élaboré par le Conseil fédéral fixant de tels objectifs porte le titre suivant: «Stratégie du propriétaire. Objectifs stratégiques du Conseil fédéral pour CFF SA 2003-2006». Le titre à lui seul suffit à mettre en lumière l'ensemble de l'orientation et des buts poursuivis. Le Conseil fédéral-patron contraint «le secteur Trafic voyageurs des CFF SA à augmenter sa productivité moyenne de 3% au moins par année» [6]. Alors que le secteur Trafic marchandises (donc CFF Cargo SA) «doit augmenter sa productivité d'au moins 5% l'an» [7].

Nous ne savons pas combien d'entreprises privées se donnent de tels objectifs. Mais la conclusion est simple: avec une telle politique, décrite ici brièvement, les diminutions de postes annoncées fin octobre 2005 vont se répéter. En fait, CFF Cargo est placée sous la contrainte de réalisation de profits dans un contexte où la possibilité d'accroître ses parts de marché semble être des plus restreinte. Cela, non seulement à cause du climat conjoncturel, mais aussi parce que la Confédération-propriétaire va réduire à zéro, jusqu'en 2008, ses apports (47 millions en 2005; 17 millions pour 2006 et 2007).

A cela s'ajoute la concurrence du transport routier avec les 40 tonnes; elle sera toujours plus forte. La politique des CFF Cargo est anti-écologique et se manifeste surtout comme un appui, de fait, au développement du transport logistique par camions, ce qui est le propre de la sous-traitance accrue des firmes et de la production juste-à-temps.

Le mandat de la Confédération impose une politique: liquider des centaines de postes de travail. Et CFF Cargo travaille déjà dans ce sens. En même temps, elle appuie, de fait, le secteur des grandes firmes de logistique.

1 Documentation pour la Conférence de presse, 28 octobre 2005. p.10

2 ibid.

3 ibid.

4 ibid.

5 ibid.

6 Stratégie du propriétaire. Objectifs du Conseil fédéral pour les CFF SA, 2003-2006, p.2.

7 ibid. p.8.

Bas les mains devant les ateliers des CFF à Bellinzone ! 15.12.2005

Matteo Poretti *

Lundi 5 décembre quelque 200 travailleurs des ateliers CFF de Bellinzone (Tessin) se sont réunis à 6h30 le matin pour discuter du futur de leurs emplois et de l'avenir des ateliers. Le samedi 10, une Comité unitaire, sous l'impulsion du MPS, a appelé à une manifestation de soutien. Cette manifestation a réuni plus de 400 personnes à Bellinzone. Un exemple à suivre face à la politique de démantèlement qui se développe dans les divers secteurs de l'ex-régie fédérale des CFF, comme à la Poste ou à swisscom. Réd.

Le Conseil d'Etat du Tessin, en la personne de la radicale Marina Masoni, a publié un bilan sur la présence des ex-régies fédérales dans ce canton. Le document permet de reconstruire le processus de destruction des postes de travail liés à ces ex-régies. La statistique porte sur la période s'étendant de 1991 à fin 2004. Les chiffres permettent de prendre conscience de la rapidité et de la brutalité d'une tendance qui, souvent, est simplement présentée – de manière biaisée – à l'échelle nationale.

Pour être précis, les CFF ont réduit – en termes de postes à plein-temps – les emplois au sud des Alpes de 40,21% au cours des années susmentionnées ; Swisscom de 45,07% ; la Poste de 7,63%. Ce dernier chiffre ne doit pas nous tromper: le «géant jaune» a simplement commencé plus tard sa vaste opération de restructuration. Le programme REMA va, au cours des années 2005 et 2006, exprimer toute sa force de compression du personnel et d'intensification-réorganisation des tâches.

C'est une guerre qui est engagée contre les salarié-e-s de ces secteurs et contre les usagers qui, dorénavant, sont de simples clients (autrement dit qui seront traités, tendanciellement, selon le critère de leur pouvoir d'achat).

Le document auquel nous nous référons a été élaboré pour le débat qui s'est développé dans législatif cantonal (Grand conseil). Tous les «acteurs politiques», comme à l'habitude, ont joué leur rôle dans ce petit théâtre politique. Ce débat a été ouvert, suite à diverses interventions politiques – quelque 16, dont la première remonte à août 2001 – posant la question: face à cette politique des ex-régies fédérales quelles mesures concrètes sont envisagées pour maintenir le volume de l'emploi ? En fait tous les partis de gouvernement se disent «scandalisés» face à la restructuration brutale de la société CFF Cargos SA, restructuration qui touche particulièrement le Tessin (voir à ce sujet l'article publié sur ce site en date du 28 novembre 2005). Tous réclament des mesures «sérieuses», ayant un impact !

Dans ce petit jeu, ils oublient tous – les partis bourgeois au premier rang – quelles sont les positions adoptées à l'échelle fédérale – au Conseil national et au Conseil des Etats – en faveur de la libéralisation-privatisation des ex-régies fédérales.

En outre, ces partis ont développé la même politique à l'échelle cantonale et communale. Par exemple, en diminuant les postes dans l'administration publique cantonale, en réduisant les salaires dans de nombreux secteurs (il suffit de penser à la situation des nettoyeurs et nettoyeuses), un privatisant des tâches qui revenaient auparavant à l'Etat. Tout cela a été effectué sous le titre: la «nécessaire redéfinition des tâches» que l'Etat doit assumer.

Donc, d'un côté, «on» exige le maintien des emplois liés aux entités fédérales, de l'autre, «on» réduit les emplois cantonaux. Est-ce une attitude relevant de la schizophrénie ? Absolument pas. Pour les forces bourgeoises, la défense des emplois n'a aucun intérêt. Il s'agit simplement d'instrumentaliser ces questions dans une perspective électorale, de canaliser de la sorte le mécontentement social qui s'affirme de plus en plus clairement.

Pour ce qui est de la social-démocratie, il en va seulement un petit peu différemment. Les représentants du PS (Parti socialiste) se veulent les hérauts des services publics, tout en faisant abstraction de la totale adhésion donnée par leur parti, dès 1997, à la division de l'ex-PTT (en Poste et en swisscom), à la «modernisation» des CFF, dont la situation actuelle dans divers segments (CFF Cargo SA, par exemple) est le résultat direct de ces choix inacceptables. Et on ne peut pas oublier un fait: la libéralisation des ex-régies fédérales est conduite par d'éminents représentants du Parti socialiste.

La nouvelle politique de réorganisation de CFF Cargo SA est défendue, complètement, par le Conseiller fédéral social-démocrate M. Leuenberger (de Zurich) et par l'ensemble (nous soulignons l'ensemble) du Conseil fédéral. Le sommet de cette comédie réside dans la multiplication d'interpellations, de postulats, etc. adressés à un gouvernement cantonal – celui du Tessin – dont l'orientation ne se différencie en rien de celle mise en œuvre par la direction de CFF Cargo SA !

La radicale Marina Masoni, responsable du dossier au plan de l'exécutif cantonal, irait jusqu'à privatiser son ombre. Cela donne la mesure du sérieux et de l'utilité de la bataille qui se déroule dans les travées Grand conseil. Avec cohérence – et Marina Masoni est cohérente – l'exécutif continue à défendre à tous les niveaux le démantèlement des services publics. Dans le rapport cité ci-dessus, il est affirmé: «L'engagement du canton doit être ferme et décidé en faveur du service public, mais si une ex-régie fédérale démontre que le service public peut être garanti de manière plus efficace et plus efficiente, dès lors avec des coûts réduits, grâce, entre autres, aux nouvelles technologies, et avec un nombre plus limité d'employés et de services répartis sur le territoire, il devient très difficile de bloquer les restructurations en faisant appel aux services publics et à l'exigence de la solidarité interrégionale»

Les ateliers CFF de Bellinzone: nouvelles données sur la situation

Au cours de ces dernières semaines sont apparus de nouveaux chiffres qui offrent une appréciation plus exacte de la situation présente des ateliers CFF de Bellinzone et qui, avant tout, confirment les craintes des travailleurs et les scénarios que nous avons déjà mis en relief (voir sur ce site l'article en date du 28 novembre 2005). Aujourd'hui nous connaissons le poids «productif» des ateliers CFF. Ils s'occupent de l'entretien de 521 locomotives et de 12000 wagons qui appartiennent à CFF Cargo SA. Ils assurent aussi l'entretien de 96 locomotives dédiées aux transports de passagers. A cela s'ajoute: 1800 véhicules servant à l'entretien des infrastructures ; 2100 camions marchandises et des véhicules Hupac qui appartiennent à une société privée.

Dès lors, le volume de production est important ; ce qui est confirmé par le chiffre d'affaires de 2004 qui s'élève à 4,5 millions de francs. C'est une situation très positive qui a poussé la direction de CFF Cargo SA à fixer comme objectif le chiffre de 5,5 millions pour 2005 !

Cela fait réfléchir. Tout d'abord, les coupes dans l'emploi – telles qu'annoncées – ne peuvent trouver aucune «justification» dans le volume de travail effectué et dans les résultats comptables, y compris en termes de profits. Ensuite, les 400 nouvelles locomotives achetées, que la direction de CFF Cargo SA présente comme plus simple à entretenir, ne peuvent «justifier» les suppressions d'emplois qui sont envisagées – bien que pas encore annoncées officiellement – pour le printemps 2006.

Mais la situation des ateliers de Bellinzone a peu d'intérêt pour la direction de CFF Cargo SA. Le seul objectif ; augmenter les profits en réduisant les coûts. Et cela est possible en suivant deux voies. La première: en externalisant une part importante de la production en direction du privé qui exploite les travailleurs en leur versant des salaires de misère ; des travailleurs dont l'emploi flexibilisé dépend des flux liés aux besoins productifs de CFF Cargo SA. La seconde: en délocalisant une bonne partie de l'activité des ateliers de Bellinzone en Italie, où il est possible d'avoir recours à une force de travail payée misérablement, avec un différentiel de salaire de 50% (par rapport à Bellinzone).

Les résultats économiques mentionnés auparavant traduisent aussi une hausse de la productivité du travail et son intensification qui s'est accrue les dernières années. On peut le mesurer en examinant l'évolution du nombre de personnes employées dans les ateliers. En 1999, on en relevait 458 (postes à plein-temps) ; en 2005 le nombre s'est réduit à 378, soit une contraction de 17,5%. Autrement dit, les profits ont été obtenus en accroissant l'exploitation des salariés.

Si l'on examine la structure de l'emploi, les «faits» sont encore plus parlants: 283 postes sont liés directement à la production ; 98 sont des postes «administratifs», c'est-à-dire, pour l'essentiel, des employés techniciens et des ingénieurs. Les effectifs sont complétés par des travailleurs intérimaires au nombre de trente. Ils sont «loués» à Adecco ou Manpower. Cette catégorie ne cesse de croître. Au-delà du niveau des salaires, cette main-d'œuvre est surtout plus facile à «expulser».

Essayons de tracer quelques lignes de force pour le futur. Le plan central de CFF Cargo SA sera présenté au grand jour au printemps 2006. Soit, ce sera le début de la fermeture des ateliers, soit interviendra une réorganisation en profondeur de la production.

Les travailleurs ne manquent pas de faire savoir que le volume de travail est important et qu'en réalité il faudrait engager de nouveaux salariés. Dans des ateliers placés sous une telle tension, une réduction des postes rendrait leur fonctionnement intenable. Or, la restructuration à l'échelle nationale va porter sur 300 postes à temps plein. Une partie de ces coupes va concerner les ateliers de Bellinzone. Bien que pas comptabilisée dans la compression de 650 emplois de CFF Cargo, le secteur matériel roulant de CFF Cargo SA va perdre 28 postes à l'échelle fédérale, avec une part de 30% pour le Tessin.

Les ateliers de Bellinzone regroupent environ 40% du total du personnel voué au service du matériel roulant. Si la réduction du personnel dans ce secteur s'élève à 30% ou 40%, le nombre d'emploi touchés à Bellinzone atteindra les 60 ou 80. Si le nombre total de suppression d'emplois dans ce segment s'élève à 300 (sur un total de 935 à l'échelle nationale), alors le chiffre atteindra les 90 à 120. Etant donné la situation de sous-dotation en personnel, est-il possible que les ateliers de Bellinzone puissent produire comme actuellement ? Non.

Voilà la raison pour laquelle la bataille qui s'annonce n'a pas comme objectif le simple «refus» d'une nouvelle restructuration, mais elle doit prendre en charge la survie des ateliers de Bellinzone.

* Article publié dans le bimensuel du MPS-Tessin, [Solidarietà](#)

Le dumping ferroviaire est confirmé 8.5.2006

Guiseppe Sergi *

Peu à peu, les questions qui n'apparaissaient pas tranchées à l'occasion de la campagne de votations du 25 septembre 2005 [portant sur les accords bilatéraux et les mesures d'accompagnement] font surface. Comme on en a souvenir – et cela vaut la peine de le répéter parce que fort souvent, et très vite, on a tendance à oublier ce qui a été dit et affirmé – les fronts en opposition au sein de la gauche s'étaient constitués autour de deux pôles d'arguments: ceux qui affirmaient qu'il était nécessaire de dire «oui» à l'extension de la libre circulation et ceux qui, comme nous, affirmaient que les accords sur la libre circulation s'inscrivaient en réalité dans le cadre de mesures visant à une libéralisation accrue et à venir du marché du travail.

La discussion s'articulait sur lesdites mesures d'accompagnement: une sorte de borne pour ce qui a trait aux droits des travailleurs. Une grande partie de la gauche et des directions syndicales affirmaient que ces mesures étaient aptes à permettre la résistance au dumping salarial et social. Quant à nous, nous affirmions qu'elles étaient absolument insuffisantes et inadéquates pour faire barrage au dumping salarial et social, avant tout dans le contexte helvétique caractérisé par un droit du travail quasi inexistant. Nous avons déjà illustré [voir sur le site *A l'encontre* l'article en date du 8 avril 2006: «le patronat attaque les contrats» et l'article du 17 mars 2006: «Le dumping avance»] comment dans de nombreux secteurs commencent à se manifester des phénomènes de dumping salarial. Les premières données fournies par les commissions tripartites le confirment. Lesdites mesures d'accompagnement n'ont pu jouer en aucune façon une fonction de frein à cette tendance.

Nous voudrions, ici, présenter un exemple qui touche directement aux mesures d'accompagnement et aux dispositions juridiques qui devraient empêcher le dumping salarial. C'est un exemple qui fait la démonstration de la faillite de la stratégie poursuivie par les directions du mouvement syndical.

Des barricades... à l'accord

Comme peut-être certains s'en souviennent, le principal syndicat des cheminots (SEV, Syndicat du personnel des transports) a constitué la dernière grande fédération syndicale de l'USS à prendre position en faveur de l'accord sur la libre circulation à l'occasion du vote du 25 septembre 2005.

Durant de nombreux mois, le SEV avait suspendu sa prise de position parce que, disait-il, il attendait des garanties de part du gouvernement sur une question centrale concernant le dumping salarial. En réalité, depuis des mois, se développait de manière aiguë une polémique concernant les salaires des conducteurs de locomotive allemands employés (et cela depuis fin 2004) dans le trafic transfrontalier. Les conducteurs allemands recevaient un salaire inférieur de quelque 30% de celui en vigueur en Suisse. Le «scandale» avait éclaté en fin 2004 et avait fait monter sur les barricades le SEV, le tenant sur la réserve à l'occasion du débat à propos du soutien des syndicats à l'accord gouvernemental sur la libre circulation. En mars 2005, l'hebdomadaire *Area* résumait de façon efficace la situation sans une introduction présentant un entretien sur ce thème fait avec François Gatabin, vice-président du SEV: «L'Office fédéral des transports n'a rien à redire sur le fait que les conducteurs de locomotive allemands, payés 30 à 40% de moins que leurs collègues helvétiques, conduisent des locomotives de la société allemande Railion et de son partenaire BLS Cargo en Suisse [BLS - Lötscherbergbahn AG]. Et le Syndicat du personnel des transports (SEV) réaffirme: si se confirme (doivent encore prendre position la direction du département de Leuenberger et le Secrétariat d'Etat à l'économie – Seco) l'autorisation de l'Office fédéral des transports, cela risque de mettre en danger l'adhésion du syndicat – et de ses quelque 50'000 membres – à l'extension de la libre circulation des personnes aux nouveaux pays de l'Union européenne.»

Certains soulignaient que les bases de ce dumping étaient contenues dans l'accord de 1999 ayant trait aux transports terrestres qui prévoyait le libre accès des compagnies de chemin de fer étrangères au réseau suisse. A cette objection le même Gatabin répondait que cela était vrai mais que: *«Nous ne voulons absolument pas que le secteur ferroviaire soit soumis à une déréglementation qui ouvre la voie au dumping social et salarial, qui conduise de même à une diminution de la sécurité et de la qualité du service.»*

En réalité, le congrès du SEV, fin mai 2005, répétait cette ritournelle. Il menaçait de dire non à l'accord sur la libre circulation si une solution n'était pas trouvée au problème regardant les conducteurs de locomotive allemands.

L'accord s'est fait. Mais comme toutes les autres mesures d'accompagnement, le paquet présenté par Moritz Leuenberger en août 2005 ne contenait que de vagues promesses. Quelques-unes, comme ledit échange de prestations (c'est-à-dire l'acceptation que le conducteur allemand travaille en Suisse à des salaires allemands et que les conducteurs suisses travaillent en Allemagne à des salaires suisses) ne faisait qu'avaliser de fait le dumping salarial. C'était un pas en arrière avec l'espoir d'atteindre d'autres solutions. F. Gatabin s'exprimait ainsi: *«L'échange de prestations est une modalité pragmatique – bien que provisoire – pour gérer cette ouverture du marché. Elle ne peut en aucune mesure être une solution à long terme. Il s'agit de définir et de mettre par écrit les règles de cet échange de prestations avec chacune des compagnies qui ont leur siège en Suisse.»*

A côté de cette mesure qui ne résolvait en rien le dumping concret dénoncé, d'autres «concessions» sont faites. La promesse d'un contrat collectif de travail qui devrait être négocié au premier semestre 2006 et qui couvrirait toutes les compagnies ; à cela s'ajoutait la constitution d'une classique commission tripartite qui contrôlerait l'évolution du secteur. En fait, c'est peanuts. Mais cela permet à la direction du syndicat de s'en tirer à bon compte et d'annoncer, à la fin du moins d'août 2005, sa «conviction» qu'il faut soutenir les accords bilatéraux.

Le Seco communique

La faillite de la stratégie empruntée par la direction du SEV est apparue avec clarté le 30 mars 2006 lorsque le Seco a émis un communiqué dans lequel il informait sur les conclusions des travaux d'un groupe de travail spécial (lié à la commission tripartite du secteur) chargé d'étudier la question juridique concernant l'emploi des conducteurs de locomotive étrangers dans le transport ferroviaire international des marchandises. Autrement dit, il s'agit de la fameuse question des conducteurs allemands payés jusqu'à 30 à 40% de moins que leurs collègues suisses.

Le groupe de travail (dans lequel siègent des syndicalistes, des représentants du patronat et de la Confédération) est arrivé à la conclusion suivante: *«Selon le droit actuellement en vigueur, toutes les sociétés ferroviaires opérant sur les frontières sont soumises à la législation suisse en matière de travail et doivent être en possession d'une attestation suisse pour ce qui a trait à la sécurité. Par contre, les sociétés ferroviaires ayant leur siège dans l'UE (Union européenne) ne sont pas tenues à respecter les conditions de travail en vigueur en Suisse dans les branches analogues pour que la Suisse reconnaisse leur autorisation d'accès au réseau de transport.»*

On prend acte ainsi de la validité d'une situation telle qu'envisagée par la directive Bolkestein qui vise à faire valoir les conditions du pays d'origine.

Autrement dit, les conducteurs allemands (et avec eux tous les autres) pourront tranquillement travailler en Suisse tout en étant payés – par une compagnie dont le siège n'est pas en Suisse – sur la base des conditions existant dans le pays où la firme les a engagés. Difficile d'être plus clair.

Le Seco écrit encore: *«... étant donné le cadre légal actuel et les accords conclus avec l'UE, les dispositions suisses concernant l'examen des conditions de travail usuelles dans la branche ne*

s'appliquent pas au transport ferroviaire international de marchandises». Il faut centrer l'attention sur la formule «étant donné le cadre légal actuel». En effet, elle fait surgir immédiatement une interrogation: pourtant les mesures d'accompagnement n'avaient-elles pas renforcé les conditions juridiques visant à éviter le dumping salarial? Manifestement non. Toutes ces histoires, tous ces mensonges ont été racontés aux salarié.e.s avec la seule idée de les pousser à accepter une libéralisation du marché du travail dont ceux qui en profitent seront seulement les patrons, suisses et étrangers, des secteurs public et privé. Voilà l'amère vérité que cette nouvelle histoire de façon indiscutable.

CCT et mesures d'accompagnement

Parmi les mesures présentées comme décisives pour empêcher le dumping salarial et social dans le secteur, il y avait la promesse patronale d'aboutir à l'élaboration d'un contrat collectif de travail cadre qui permette d'éviter la concurrence vers le bas des conditions salariales. Pour appuyer son soutien aux accords bilatéraux, la direction du SEV présentait ainsi cette importante «victoire»: *«Ces trois compagnies, CFF, BLS, SOB-Südostbahn, se sont engagées par écrit à participer à des négociations dans un cadre constructif pour une CCT cadre définissant des conditions modernes d'ici la fin du premier trimestre 2006.»*

L'évolution de la situation est examinée par tous. Non seulement il n'existe même pas l'ombre d'un contrat cadre qui permettrait d'harmoniser les conditions salariales et dès lors de faire obstacle au dumping salarial. Mais les CFF ont dénoncé les deux CCT en vigueur – celle du personnel des CFF et celle des salariés de CFF Cargo – avec l'idée «d'harmoniser» les conditions de travail du personnel des CFF et aussi les conditions salariales avec celles en vigueur dans la compagnie BLS qui sont inférieures à celles en vigueur pour le personnel des CFF. A souligner que le SEV a signé le contrat en vigueur chez BLS.

De plus, comme l'a indiqué clairement la direction des CFF, l'objectif est aussi d'adapter les conditions de salaire et de travail (horaires, indemnités) de certains secteurs des CFF en ayant comme référence celles de secteurs économiques comparables. Dans ce sens, la volonté de soumettre les travailleurs des ateliers mécaniques des CFF aux conditions en vigueur dans l'industrie est tout à fait exemplaire. La référence est explicite au contrat collectif en vigueur dans l'industrie des machines qui, comme on le sait, n'indique aucun salaire minimum (il est fixé au niveau de chaque entreprise et signé individuellement entre le travailleur et l'employeur). Tout cela ne peut que conduire à craindre la vague de dumping salarial. (Traduction A l'Encontre)

* Article paru dans le journal du MPS-Tessin, *Solidarietà*, numéro 8, 2006

Les Ateliers à ceux qui y travaillent ! 16.3.2008

Nous publions ci-dessous une traduction de la prise de position du MPS Tessin . Elle a été publiée sur le site www.solidarieta.ch et, sous forme d'éditorial, du bimensuel du même nom en date du 13 mars 2008. (rédaction *La brèche*)

La mobilisation continue avec détermination et avec la claire volonté d'atteindre les objectifs qu'ils [les ouvriers des Ateliers mécaniques CFF – Officine FFS – de Bellinzone] se sont fixés. Empêcher que puisse se concrétiser, d'une façon ou d'une autre, l'application des mesures annoncées par le conseil d'administration des CFF et soutenues, au moins jusqu'à maintenant, par le Conseil fédéral. Nous devons le dire et le répéter avec clarté: non seulement les ateliers CFF de Bellinzone fonctionnent, mais ils contribuent financièrement à combler le déficit que CFF Cargo continue à voir croître dans d'autres domaines (en particulier dans celui du trafic marchandises extérieur), suite à une politique d'expansion menée de manière absolument insensée.

Conjointement à la mobilisation des travailleurs, comme une rivière en pleine crue, croît la solidarité avec leur lutte. Rarement au Tessin, peut-être jamais, on n'avait vu un engagement populaire aussi ample et déterminé pour soutenir une lutte des salarié-e-s. Même pas à l'époque de la Monteforno [entreprise sidérurgique qui a connu une série de licenciements puis une fermeture appliquée en 1994 ; cette entreprise était contrôlée par la société Von Roll de Gerlafingen, canton de Soleure] et de sa malheureuse trajectoire on n'avait connu un mouvement de solidarité et de soutien populaire pouvant être comparé, même de loin, à celui qui se développe actuellement.

Le premier objectif dans cette phase reste celui du retrait des mesures annoncées par les CFF. Sans cela, il est évident qu'aucune négociation ne peut être conduite, aucune table ronde, aucune discussion sérieuse sur le futur des ateliers CFF de Bellinzone.

Quel type de négociation serait-il possible de conduire, avec une perspective ouverte et concrète, tant que le plan annoncé n'est pas retiré, c'est-à-dire celui de la liquidation des Ateliers ? Avec quelle force les travailleurs pourraient-ils discuter d'une alternative si cette décision pèse de tout son poids sur les discussions ? Une négociation conduite dans ces conditions ne pourrait aboutir à aucune autre issue qu'à une reddition, plus ou moins digne.

Mais les travailleurs des Ateliers sont disposés à tout, sauf à se rendre. Ils savent ce que vaut leur travail. Ils savent ce qu'ils produisent et comment ils le produisent. Ils savent qu'au cours des années passées, ils ont apporté une contribution exceptionnelle (qui a coûté aussi des sacrifices et des renoncements) à la progression de tous les paramètres qui, dans une économie capitaliste, témoignent de la « santé » d'une entreprise.

Comment oublier que, au cours des sept dernières années, la productivité par travailleur a pratiquement doublé: le nombre de locomotives entretenues par « collaborateur » est passé de dix en 2000 à vingt en 2007. Comment oublier qu'au cours des deux dernières années, la production des pièces œuvrées (c'est-à-dire les axes et les roues des divers véhicules) est passée de 10'200 en 2006 à 12'300 en 2007 ? Et, enfin comment oublier que le nombre de wagons révisés est passé, toujours au cours des mêmes années, de 1600 à 2000 ? Les ouvriers des Ateliers pourraient continuer à débiter une série de telles données impressionnantes pour démontrer que cette entreprise a et doit absolument avoir un avenir.

Dans ce contexte, deux possibilités existent. La première est celle de poursuivre dans le cadre actuel, le renforçant et donnant une garantie et une sécurité à ce site productif. Les CFF et le Conseil fédéral, actionnaire, doit le faire d'une façon claire, irrévocable et impérative.

Mais, si cela ne se concrétisait pas, rapidement – et nous le répétons avec les nécessaires garanties pour l'avenir –, il apparaît nécessaire de commencer à réfléchir à une perspective autonome par rapport à CFF Cargo. C'est la voie qui passe par la création d'une zone industrielle d'intérêt cantonal et par celle, en conséquence, de l'expropriation du site productif. Les Ateliers doivent continuer à vivre. C'est possible de le réaliser.

(16 mars 2008)

Solidarité avec la manifestation des travailleuses et travailleurs de CFF Cargo Berne, 19 mars 2008 Pour le retrait de tous les licenciements ! 16.3.2008

Les travailleurs et travailleuses de CFF Cargo – sous l’impulsion de leurs collègues de Bellinzone qui sont en grève et occupent les ateliers depuis le 7 mars – organisent une manifestation le mercredi 19 mars à Berne.

Les revendications sont simples, claires. Elles s’imposent:

1. Pour le retrait du plan de restructuration de la direction de CFF Cargo SA !
2. Pour le maintien de tous les emplois !
3. Non aux baisses de salaire, aux externalisations et aux privatisations !

L’ensemble des salarié-e-s de CFF Cargo – au Tessin, à Bienne, à Bâle ou à Fribourg – ont déjà fait l’expérience de «diminutions d’emplois», de «plans sociaux» et de «délocalisations», tout cela au nom de la «compétitivité de CFF Cargo». Cette compétitivité était censée assurer au mieux les emplois. Or, de 2002 à 2006, 600 postes de travail ont été supprimés. Et une nouvelle saignée était annoncée dès l’été 2007.

Pas de négociation sans retrait des licenciements !

Fin février 2008, la direction de CFF Cargo annonçait: le licenciement de 250 salarié-e-s à Bellinzone et le transfert de 200 emplois dans une nouvelle entité privatisée, la suppression de 165 emplois à Fribourg, de 153 à Bâle et de 46 à Bienne. Des licenciements pour, prétendument, «assainir la situation financière». La même orientation se développe aussi bien à La Poste, aux CFF qu’à Swisscom: flexibilisation des horaires, charge de travail accrue, précarisation des statuts, réduction des postes de travail.

Face aux diktats de la direction de CFF Cargo, unis et solidaires, les travailleuses et les travailleurs des ateliers de Bellinzone ont dit: NON ! C’en est assez ! Nous exigeons le retrait du plan de restructuration que veut imposer la direction despotique. Une direction qui a l’appui des autorités fédérales et de son porte-parole, le «socialiste» Moritz Leuenberger.

Les salarié-e-s des ateliers mécaniques de Bellinzone ont parfaitement compris qu’il ne peut y avoir une négociation, une table ronde quelconque, sans le retrait préalable des plans liquidant les emplois. Ils refusent de se faire mener par le bout du nez et de se retrouver, demain, avec le goût amer de vagues promesses qui se sont envolées.

Une mobilisation à laquelle la population s’identifie

Le soutien actif accordé par l’ensemble de la population du Tessin à la mobilisation des travailleurs des ateliers de Bellinzone renforce la légitimité de la grève et de l’occupation. Les grévistes ont convaincu la grande majorité des salarié-e-s de ce canton qu’il ne fallait accorder aucune confiance aux promesses dilatoires et aux manœuvres de la direction de CFF Cargo et du Conseil fédéral. En se solidarisant avec les salarié-e-s de CFF Cargo, une grande partie de la population tessinoise exprime aussi son mécontentement face à la politique antisociale sans cesse accrue des autorités fédérales.

La solidarité a pris de multiples formes: appui financier, apport de nourriture pour faire «*vivre ce petit village que sont les ateliers occupés*» pour reprendre la formule d’un syndicaliste. Les élèves et les enseignants du collège de Bellinzone sont venus massivement saluer les grévistes. Le secrétaire du Syndicat de la communication (syndicat de La Poste) du Tessin a annoncé que

«les paquets postaux qui arriveraient par train pourraient connaître quelque retard». Les conducteurs de locomotive passant à Bellinzone multiplient les signes de soutien, etc., etc.

Etendre la lutte et la solidarité

L'extension à l'échelle nationale de la mobilisation – sous la forme de celle empruntée par les salarié·e·s de CFF Cargo Bellinzone – représente un enjeu décisif pour faire plier les vrais responsables des «difficultés financières» de CFF Cargo.

La présence à Fribourg, le vendredi 14 mars, d'une délégation de 70 travailleurs de Bellinzone symbolisait non seulement l'appui à leurs collègues de Fribourg, mais aussi leur compréhension de la nécessité d'un combat à l'échelle du pays.

En effet, la direction de CFF Cargo abat ses cartes dans diverses régions de la Suisse et cherche à diviser les salarié·e·s au moyen de diverses manœuvres. Il faut leur faire échec.

La manifestation nationale de Berne, le mercredi 19 mars, est un pas important pour:

- modifier, à l'échelle nationale, les rapports de forces, pour unir tous les salarié·e·s de CFF Cargo ;
- faire la démonstration qu'est possible la mise en pratique d'un NON ferme et raisonné des salarié·e·s face aux plans de restructuration et face aux réorganisations du travail. Toutes ces mesures les salarié·e·s ne les supportent plus, elles portent atteinte à leur santé, à leur dignité, à leur salaire et à leur emploi.

Il appartient à chaque salarié·e qui le peut et à toutes celles et ceux qui refusent la politique antisociale du Conseil fédéral et des «maîtres de l'économie» d'appuyer cette manifestation en y participant ou en soutenant le mouvement soit par un don (CCP 65-2522-7, Secrétariat Tessinois du SEV, 6500 Bellinzona, mention «Ateliers de Bellinzone»), [soit en signant en ligne l'appel de solidarité](#)

Rendez-vous 11h30, gare CFF de Berne

Mouvement pour le socialisme (MPS)

Les négociations interrompues, la grève continue 26.03.2008

Matteo Pronzini:

«Ou ils nous donnent de vraies garanties, ou on discutera avec d'autres.»

Après l'échec des «négociations» qui se sont déroulées à Berne – au centre de congrès Kursaal – le président du comité de grève, **Gianni Frizzo**, déclarait, lundi 24 mars 2008 à 20h25: *«Après un total de 24 heures complètes de discussions, à Biasca, à Bigorio et à Berne, les dirigeants des CFF n'ont pas bougé d'un seul millimètre. De notre côté, nous avons exprimé à nouveau nos propositions pour le secteur des locomotives. Il est indispensable qu'il soit maintenu si l'on veut arriver à une table ronde. Mais eux [la direction des CFF] ne veulent pas faire un pas dans notre direction. Tout est donc renvoyé au conseil d'administration des CFF. Demain [mardi 25 mars], les travailleurs en assemblée, vont prendre connaissance des détails de la rencontre.»* (Corriere del Ticino, 25 mars 2008)

Et selon la procédure démocratique qui a marqué tout le mouvement depuis le 7 mars, ce sont les salariés qui ont décidé, en ayant connaissance de toutes les questions débattues. Puis, ils ont décidé, en votant à main levée, la continuation de la grève avec occupation et cela après une discussion fournie qui a assuré l'unité de la mobilisation.

Matteo Pronzini, secrétaire UNIA, qui faisait partie de la délégation de négociations, affirmait: *«Ou, ils [la direction de CFF-Cargo et des CFF] nous donnent des garanties concrètes, ou nous envisagerons de discuter avec d'autres la semaine prochaine»*. Comme le communiqué des grévistes l'indique: la direction des CFF se manifeste incapable de négocier.

Le soutien populaire aux travailleurs des Officine [Ateliers des CFF] est énorme. A tel point que, dans un entretien écrit, la présidente social-démocrate du Conseil d'Etat, Patrizia Pesenti, doit affirmer dans le *Tages-Anzeiger* (26 mars 2008): *«Pour ce qui est de la solidarité avec les grévistes, je ne peux que dire une chose: elle est impressionnante»*.

Et face à une question qui voulait susciter l'idée qu'une coupure existait entre la solidarité à Bellinzone et celle se manifestant à Lugano, Patrizia Pesenti devait répondre, en respectant les faits: *«Pour une fois, il n'y a pas ce fossé. Ne serait-ce que cela mérite toute l'attention.»*

Autrement dit, la force du mouvement de grève avec occupation et la solidarité jouent un rôle clé dans la lutte en cours, exemplaire pour toutes et tous à l'échelle nationale. (Réd. *La brèche*)

(26 mars 2008)

Résolution de l'assemblée des travailleurs des ateliers CFF de Bellinzone

Jeudi 27 mars 2008

L'assemblée des travailleurs a pris connaissance des prises de position publiques du Conseil d'administration des CFF, en date du 26 mars 2008. Quoique manifestant quelques signes de disponibilité, pour le moment cela ne semble pas correspondre pleinement aux vœux formulés par le conseiller fédéral Leuenberger qui avait invité les CFF à revoir les décisions prises le 6 mars passé. Les propositions du Conseil d'administration (de suspendre les mesures pour deux mois et de réunir une table ronde) ne s'éloignent pas beaucoup de celles déjà faites jusqu'à maintenant lors des réunions de négociations.

L'assemblée des travailleurs des *Officine* [ateliers mécaniques] a toutefois pris connaissance que dans le texte du Conseil d'administration des CFF, on se réfère à un « mandat de négociation plus ample » qui serait attribué à la direction des CFF, invité, entre autres, à examiner de nouveau et de façon critique les décisions de fond concernant Bellinzone.

Enfin, l'assemblée des travailleurs des *Officine* a pris acte de la demande d'une nouvelle rencontre pour des négociations formulées par la direction des CFF.

A la lumière de ces éléments et de ces considérations, l'assemblée des travailleurs:

1. Donne mandat à sa propre délégation aux négociations de rencontrer la direction des CFF.
2. Confie à sa délégation un mandat visant à vérifier si la direction des CFF a effectivement de nouvelles propositions qui vont au-delà de ce qu'elle a pu offrir jusqu'à maintenant, qui est absolument insuffisant pour aboutir à une négociation sérieuse et concrète.
3. Répète l'objectif de maintenir le site de Bellinzone, objectif partagé par la population tessinoise et par ses autorités politiques. Dans ce but, devrait être garanti:
 - a. la permanence de la maintenance des locomotives auprès des ateliers CFF de Bellinzone ;
 - b. la maintenance des wagons auprès des ateliers CFF de Bellinzone dans le cadre de l'actuelle structure publique des CFF, ouverte à des contributions de tiers (publics ou privés) qui pourraient, de cette façon, renforcer la structure productive, en particulier au moyen de l'arrivée de nouvelles commandes ;
 - c. l'application de la CCT (Convention collective de travail) de CFF Cargo à tous les salariés actifs des *Officine* de Bellinzone, réduisant de la sorte le recours à des contrats de travail intérimaires.

Bellinzone, 27 mars 2008

(27 mars 2008)

Une lutte pour toutes et tous

La volonté de la direction des CFF est claire: celles et ceux qui occupent depuis le 7 mars 2008 leur lieu de travail aux Ateliers CFF de Bellinzone et contrôlent leur outil de travail doivent renoncer – au moins en grande partie – à leurs revendications essentielles. Elles sont simples et claires: «Bas les pattes devant les Officine-les Ateliers» et «Pas un licenciement».

La direction des CFF (Andreas Meyer et le président du conseil d'administration: le grassement payé à temps partiel Thierry Lalive d'Epinay) dit: *«nous sommes prêts à faire un petit pas»!* L'assemblée des travailleurs de Bellinzone a répondu à cette «ouverture» ([voir la résolution votée le 27 mars 2008](#)).

La force de l'unité et de la solidarité

Deux forces se conjuguent pour renforcer la volonté des travailleurs de CCF-Cargo de faire aboutir leurs légitimes revendications: 1° la compréhension profonde qu'ils ont de l'enjeu particulier et général de cette lutte, ce qui renforce leur détermination; 2° la solidarité exceptionnelle qui se manifeste dans le canton du Tessin et dans une partie de plus en plus ample de la Suisse. Plus de deux millions de francs ont été versés à la «caisse de grève». Voilà un signal social et politique donné au pouvoir politique (Conseil fédéral) et à la direction des CFF. Il va renforcer leur souci de ne pas voir le conflit *«ternir l'Euro 08»* et *«l'image écologique de la Suisse»!* (*Blick*, 27 mars 2008)

Une vraie démocratie

Après l'échec des «négociations» qui se sont déroulées à Berne – au centre de congrès Kursaal – le président du comité de grève, Gianni Frizzo, déclarait, au soir du lundi 24 mars: *«Après un total de 24 heures complètes de discussions – à Biasca, à Bigorio et à Berne – les dirigeants des CFF n'ont pas bougé d'un seul millimètre. De notre côté, nous avons exprimé à nouveau nos propositions pour le secteur des locomotives. Il est indispensable qu'il soit maintenu si l'on veut arriver à une table ronde. Les travailleurs, en assemblée, vont prendre connaissance des détails de la rencontre.»*

Cette procédure démocratique a marqué tout le mouvement de lutte depuis le 7 mars 2008. Les salarié-e-s décident, en ayant connaissance de toutes les questions débattues. Puis, ils/elles votent à main levée la continuation de la grève avec occupation et les mandats donnés à leur délégation de négociations.

Leur monde à l'envers. Notre monde à l'endroit

Pas un jour sans que les autorités fédérales ne déclarent le nécessaire transfert, le plus grand possible, du transport des marchandises de la route au rail. Pour le réussir – avec les effets bénéfiques pour les emplois, la santé publique et l'environnement – il faut dégager des moyens. Il faut mettre en place une politique publique des transports qui réponde à ces exigences sociales et écologiques.

Or, les «restructurations» de CFF-Cargo – comme la mise sous pression extrême des salarié-e-s CFF – obéissent à de simples calculs de «rentabilité» pour des sociétés privatisées ou se pliant à cette logique. Ces mesures sont imposées pour satisfaire, aujourd'hui et demain, des «investisseurs privés». Pourtant, on assiste actuellement à la débâcle de leurs spéculations financières.

Le combat des salarié-e-s de CFF-Cargo – à Bellinzone et aussi à Fribourg – répond à un intérêt général.

1° Renforcer ce secteur: transport des marchandises et maintenance des moyens de transports nécessaires, de fait sous un contrôle public; c'est œuvrer pour le «bien commun» d'une région et de ses emplois.

2° Assurer des conditions égales de salaires pour tous et toutes (mettre fin aux emplois intérimaires précarisés).

3° Tirer vers le haut les salaires versés dans les diverses branches, car les Ateliers resteront un «point de référence», aussi au plan social.

4° Bloquer la mise en concurrence des salarié-e-s dans une région et entre diverses entreprises; cela afin de mettre un cran d'arrêt aux attaques contre les salaires et les conditions de travail.

Leur lutte se doit d'être la nôtre

Mouvement pour le socialisme

(28 mars 2008)

La lutte continue

Pour information, nous publions ci-dessous la traduction de l'éditorial du bimensuel *Solidarietà* (en date du 25 mars 2008) du MPS-Gauche anti-capitaliste. Ce texte permet de mieux saisir tous les enjeux de cette lutte, que le pouvoir économique et politique, à l'échelle de la Suisse, veut durcir. *Réd.*

La lutte continue et doit continuer. Certes, elle est difficile et absorbante, prenante, à la fois du point de vue matériel et psychologique, en particulier pour les travailleurs et travailleuses en grève et leurs familles.

Mais une chose doit être claire. Sans la lutte, sans continuer avec détermination sur ce chemin, nous n'arriverons pas à obtenir les résultats que souhaitent les travailleurs et, on oserait dire, tout le Tessin: le maintien des activités jusqu'à maintenant effectuées aux Ateliers de Bellinzona, le maintien des places de travail qui représentent, du point de vue de la qualité et de la quantité, une ressource fondamentale pour la région et pour tout le canton.

La discussion, au cours des diverses négociations, a tourné en grande partie autour de la question de la maintenance (entretien) des locomotives et du fait que cette dernière soit maintenue à Bellinzona. Et cela ne pouvait pas être autrement. Il est évident pour tous, et même le directeur des CFF, Meyer, pourrait le comprendre, qu'un départ des locomotives de Bellinzona signifierait la fin des Ateliers. Quel sens y aurait-il de parler de développements futurs, de maintien du site industriel, de pôle technologique, de postes de travail de qualité orientés vers l'avenir, si ce qui est le poumon technologique et industriel des Ateliers doit être liquidé ?

Cette question, répétons-le, est comprise par tout le monde. Et tous devraient l'affirmer de manière claire et forte. En particulier, le gouvernement tessinois devrait, dès maintenant, hausser le ton sur ce point. Il doit dire de manière claire et forte que tant que les CFF ne renonceront pas au projet de transférer (entretien) les locomotives à Yverdon, le début d'une table ronde n'a pas de sens. Et ajouter qu'il soutient les travailleurs du Tessin, lesquels manifestent depuis plusieurs jours leur nécessaire fermeté sur ce point précis et sur d'autres qui lui sont liés [voir les revendications de l'Assemblée des grévistes].

À ce stade est des plus significative la position des CFF qui ont interrompu les négociations lundi soir [24 mars], en reprochant, ainsi que l'ont répercuté des organes de presse, «*au comité de grève et aux syndicats de s'être obstinés à demander aux CFF des garanties sur le maintien de l'entretien des locomotives à Bellinzona et l'annulation des emplois supprimés*» [suppression d'emplois prévue par la direction des CFF].

Demander des garanties sur le maintien des locomotives à Bellinzona et l'annulation des emplois supprimés représenterait, aux yeux de Meyer [directeur des CFF] et compagnie, un acte «*d'obstination*». De telles considérations expliquent, mieux que n'importe quel discours, comment il est difficile de dialoguer avec qui pense que la défense des postes de travail aux Ateliers de Bellinzona est liée à des aspects plus ou moins caractériels (nous serions un peuple d'«*obstinés*»).

À ce point, il est évident qu'il faut continuer et approfondir la mobilisation. Nous devons envoyer un message clair aux CFF et au Conseil fédéral qui, il vaut la peine de le rappeler, représente le pouvoir du propriétaire [de la firme] et qui ne peut continuer à faire semblant d'être étranger à toute cette affaire.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le conseiller fédéral Leuenberger vient de prendre une position qui, en plus de répéter que la grève doit se terminer (il le fait depuis deux semaines déjà), a invité le conseil d'administration des CFF à revoir ses propres positions.

Si cela devait se produire, si le conseil d'administration retirait les mesures annoncées, cela serait un premier succès important. Suite au retrait de ces mesures pourrait commencer une négociation pour obtenir des garanties fondamentales, sans lesquelles le début d'une table ronde n'a pas de sens. Nous sommes, peut-être, à un moment décisif: c'est aussi pour cette raison que la mobilisation doit absolument continuer. (25 mars 2008)

(29 mars 2008)

Initiative populaire cantonale tessinoise: Bas les pattes des Ateliers

Nous publions ici, afin d'informer nos lecteurs, le texte de l'initiative cantonale lancée par les travailleurs en lutte des Ateliers mécaniques de CFF Cargo. Cette initiative a été lancée officiellement hier, 1er avril. En deux mois, 7'000 signatures devront être réunies pour que cette initiative soit reçue. Toutefois, l'objectif que les travailleurs des Ateliers mécaniques se sont fixé est de réunir plus de 10'000 signatures en une semaine. De la sorte, se matérialiserait le vaste soutien populaire que leur lutte reçoit depuis le début de leur mouvement, le 7 mars. Il s'agirait là d'un impact politique supplémentaire et important qui permettrait d'assoir et d'étendre leurs revendications (voir, à ce propos, différentes traductions de documents qui ont été publiés sur notre site).

On peut consulter l'ensemble de la documentation ainsi que le texte d'initiative, que nos lecteurs tessinois peuvent signer, sur le site internet qui a été mis sur pied, en lien avec ce mouvement : www.officine.unia.ch.

Initiative populaire cantonale

Bas les pattes des Ateliers: pour la création d'un pôle technologique et industriel (PTI) dans le secteur des transports publics.

La loi instituant le PTI devra être fondée sur les principes suivants:

1. Sur l'actuel site des Ateliers mécaniques CFF de Bellinzone est constituée une zone technologique et industrielle, au sens de la Loi cantonale sur l'innovation économique.
2. Cette zone sera intégrée au Plan directeur cantonal et prendra ainsi le caractère de zone d'intérêt public.
3. Dans le cadre de la création de cette zone, une société publique sera constituée, par le biais d'une négociation entre le Canton et les CFF, afin de:
 - a. poursuivre les activités actuelles des Ateliers CFF de Bellinzone
 - b. développer de nouvelles activités, de nouveaux services ainsi que des activités de recherche et d'innovation dans le domaine de la gestion et de la maintenance des véhicules de transport.
4. La Confédération, les communes tessinoises et le Canton des Grisons pourront participer à la constitution de cette société.
5. Les conditions de travail du personnel occupé dans la société telle que définie au point 3. seront régies par la Convention Collective de Travail (CCT) en vigueur pour le personnel de CFF Cargo SA.
6. Au cas où la collaboration avec les CFF ne devrait pas permettre la concrétisation de ce qui est prévu au point 3. de cette initiative, le canton peut recourir à des mesures d'expropriation.

Les initiants sont : Ivan **Cozzaglio**, Biasca, (premier initiateur); Mauro **Beretta**, Acquarossa; Ezio **Della Torre**, Arbedo; Sandro **Marci**, Giubiasco; Donatello **Poggi**, Biasca; David **Simoneta**, Losone

(2 avril 2008)

Les «propositions» inexistantes de Meyer & Co

Giuseppe Sergi

Nous publions ici la traduction d'un article paru dans le bimensuel *Solidarieta* du MPS qui, concrètement, démystifie le discours largement repris par les médias suisses alémaniques et suisses français selon lequel la direction des CFF aurait fait des ouvertures concrètes que l'ensemble des travailleurs et travailleuses des Ateliers mécaniques de Bellinzone aurait refusé par on ne sait quelle obstination. La même stratégie médiatique a été utilisée mercredi 2 avril, à l'occasion de la présentation des résultats annuels des CFF, à Zurich. Une délégation des travailleurs a demandé que deux de ses représentants puissent être présents dans la salle de conférence. La direction des CFF l'a refusé. Puis le chef du personnel des CFF, Markus Jordi, a proposé une rencontre, sans définir ses modalités, son contenu, les objectifs pour l'après-midi. Ce qui était inapproprié et donc a été refusé. Immédiatement, les agences de presse ont voulu présenter la position de la délégation ouvrière comme celle d'un refus de négociation, car cette dernière non seulement avait essuyé un refus, mais parce qu'elle ne considérait pas opportun d'entrer dans une discussion non définie avant même que Marco Solari, choisi comme «médiateur» par le conseiller fédéral Leuenberger, ait terminé son mandat et donné le compte rendu de ses travaux au Conseil fédéral. Dans une déclaration lue le mercredi 2 avril devant les travailleurs présents dans les Ateliers à Bellinzone et de nombreuses personnes manifestant leur solidarité, Gianni Frizzo, le président du comité de grève, a déclaré: «Le comité de grève déplore cette tentative [médiatique] malhabile des CFF et de leur porte-parole d'accréditer, au moyen de déclarations incomplètes et fausses, un manque de volonté de dialogue et de négociation de la part des travailleurs. Malgré cela, le comité de grève réaffirme ses positions de fond et sa disponibilité au dialogue et à la négociation. En fin d'après-midi du 2 avril, une importante manifestation se tenait à Bellinzone, pour appuyer les revendications des travailleurs de CFF Cargo. La population faisait siens, une fois de plus, les objectifs particuliers et généraux de cette lutte. L'administration municipale avait permis à ses employés de quitter le travail une demi-heure avant la fin conventionnelle, cette demi-heure étant payée. Une telle décision va au-delà de la simple anecdote. (réd.)

S'il y a une chose qui a véritablement suscité la colère des travailleurs des Ateliers CFF de Bellinzone [ci-après Officine], celle du comité de grève qu'ils ont élu, qui – conjointement à la délégation syndicale – a mené les négociations avec les CFF, c'est bien l'idée que les CFF auraient émis des propositions concrètes. Beaucoup de médias ont diffusé cette thèse en «interprétant» le discours de Leuenberger après la manifestation nationale à Berne [le 19 mars] comme étant un signal «d'ouverture» qui devait absolument être saisi.

Des négociations pertes de temps

Une analyse détaillée ayant trait aux propositions de Meyer et des CFF au cours des trois séances de négociations démontre très bien combien cette «ouverture» est pratiquement équivalente à zéro. Jamais, en aucun moment, les CFF ne se sont écartés d'un centimètre des plans présentés il y a quelques semaines par le conseil d'administration. Beaucoup de journaux ont, durant des jours, continué à parler de «l'offre» faite par les CFF, se gardant bien de préciser quel serait le contenu effectif de cette proposition.

En réalité, le comportement de la direction des CFF à la table des négociations est apparu comme une simple occasion de faire perdre du temps, pour aller au-delà de Pâques, avec l'espoir que le mouvement de grève, la résistance ouvrière et populaire s'affaibliraient en quelque sorte naturellement.

L'exemple d'Yverdon

La démonstration de la malhonnêteté et de la fiabilité inexistante du directeur des CFF [Meyer] peut être illustrée par l'affaire des locomotives actuellement contrôlées et réparées [maintenance] à Yverdon. Pour faire montre de sa volonté d'ouverture, Meyer a annoncé qu'il aurait pu y compris être discuté du transfert de l'entretien des locomotives actuellement traitées à Yverdon vers les Officine de Bellinzone. Evidemment, il s'agissait d'un classique appât empoisonné.

Tout d'abord, parce qu'il introduisait un nouvel élément de friction et de division entre des sites productifs – c'est-à-dire celui de Bellinzone opposé à celui d'Yverdon ; cela ajoutant de nouveaux obstacles à une possible solidarité entre ces deux lieux de production et d'ailleurs, immédiatement, on a assisté à une levée de boucliers des autorités municipales de la ville vaudoise. Mais la raison plus profonde de la proposition orale de Meyer était la suivante: annoncer la nécessité que tout le secteur de la maintenance soit placé sous la même direction (c'est-à-dire celle de la division transport passagers à laquelle les Ateliers d'Yverdon appartiennent).

Avec cette «proposition», Meyer confirme à nouveau ce qui est clairement l'objectif des CFF: enlever à la division Cargo tout ce qui concerne la maintenance importante [en termes qualitatifs].

Mais que Meyer, par sa proposition, avait des objectifs propagandistes, visant à renforcer la position des CFF, est venu immédiatement évident ; il voulait créer des incertitudes au sein de la partie adverse sans rien vouloir concéder en fait. Cette évidence a été confirmée, tout d'abord, par la sortie du porte-parole des CFF qui a affirmé que, dans tous les cas de figure, la solution de transfert de toutes les locomotives à Yverdon est celle qui est «économiquement la plus appropriée». Ensuite, par la proposition formalisée du document présenté à Bigorio [couvent franciscain, près de Lugano, où se sont tenues des négociations le vendredi 21 mars]. Dans ce document, il était affirmé que pour ce qui a trait aux locomotives on ne ferait rien au cours des deux prochains mois – c'est-à-dire le temps qu'auraient dû, selon les CFF, durer les discussions de la fameuse table ronde. Toutefois, de suite: «la direction de ce secteur sera assumée par un dirigeant de la division voyageurs» des CFF [selon le document de Bigorio].

Cela impliquait que le transfert des locomotives à Yverdon continuait de fait, en commençant par la destitution de la direction de Bellinzone et en attribuant la direction aux responsables d'Yverdon.

Cela revient à dire: négociations quand même, mais en même temps commençons à réaliser ce que nous avons proposé et décidé.

Tous discutent, mais un seul décide

La disposition effective de la direction des CFF à la discussion a été démontrée par ce qui se produit par ce qui se passe à propos de la question de la table ronde. Cette dernière est présentée par les CFF eux-mêmes comme une «grande proposition», comme une «concession» de la part de l'entreprise. Et les médias, souvent, ont repris cette idée, sans chercher à approfondir exactement et concrètement le contenu effectif de cette proposition.

Encore une fois, les formules des documents présentés par les CFF à Bigorio nous aident à comprendre. A la fin, une fois atteints quelques résultats dans le cadre de la table ronde, que se passera-t-il ? Ces résultats ne seront, par la suite, certainement pas mis en pratique. Effectivement. Les CFF écrivent d'ailleurs: «Sur cette base, le conseil d'administration des CFF vérifiera la validité des projets, à partir des critères stratégiques et économiques à l'échelle de l'entreprise CFF» et aussi des aspects régionaux – qui seront pris en considération, comme par exemple le maintien des locomotives à Bellinzone ; tout cela à la «seule condition que cela [les projets] soit conforme aux intérêts stratégiques et économiques des CFF».

Pour résumer: à la fin de la table ronde, la décision finale devrait incomber, de fait, au conseil d'administration des CFF sur la base de leurs «intérêts stratégiques et économiques». En d'autres termes, les CFF sont prêts à s'asseoir autour d'une table ronde seulement si les résultats de cette dernière sont conformes à leurs décisions stratégiques, qui, en ce qui concerne Bellinzone, ont déjà été prises, et les résultats [de la table ronde] seront pris en compte seulement s'ils sont intéressants du point de vue de leurs «intérêts économiques», soit s'ils permettront aux CFF d'effectuer des économies.

Il est clair pour tous, à cette étape, que «l'offre» mythique des CFF est, comme quelqu'un l'a dit, est l'équivalent d'une main vide. A juste titre, c'est en tenant compte de ce fait que s'affirme l'attitude ferme des travailleurs, du comité de grève et des organisations syndicales. Ainsi que de toute la population qui commence à comprendre combien les paroles d'Andreas Meyer sont du vent.

(3 avril 2008)

La manifestation du 2 avril et la «politique régionale»

Charles-André Udry

En première page du *Corriere del Ticino*, le 3 avril 2008, on trouvait une photographie de la manifestation qui a réuni des milliers de personnes sur la piazza Governo. Le titre: *Giu le mani dal Ticino* (bas les pattes du Tessin !). Autrement dit, une reprise du mot d'ordre «bas les pattes des Ateliers mécaniques CFF de Bellinzone» (*Officine*).

En pages 20 et 21, on trouve un dossier sur cette manifestation de soutien aux *Officine* et, plus largement, à l'emploi public.

Gianni Frizzo, président et porte-parole du comité de grève, est intervenu en élargissant le propos. Il a déclaré: «*Il y a ici de simples personnes qui reconnaissent la souffrance d'autres, qui enseignent à leurs propres fils la dignité, des valeurs qui sont vraiment importantes dans la vie. Mais il y a des hommes qui servent uniquement le Dieu Argent. Pour équilibrer le tout, nous comptons sur les politiques. Ce qui se passe dans les chemins de fer et l'énième injustice. Les Officine [la lutte des Officine] ont fait que de simples personnes reprennent en main leur propre destin. C'est un beau signal d'espoir.*»

Le quotidien le *Corriere del Ticino* indique que tout le monde a applaudi avec force et que les cris «*bravo !*» ont fusé de partout. Il était déjà 18 heures et la manifestation avait commencé dès 16h30. Les organisateurs ont demandé si les participant-e-s étaient prêts à écouter d'autres interventions – de nombreuses avaient précédé celle de Gianni Frizzo – et, unanimement, un «*oui*» a été crié. C'est alors que sont intervenus, entre autres, Angelo Zanetti (du syndicat de la Communication) qui a développé le lien entre la lutte des Ateliers mécaniques, la politique de la direction des CFF et celle mise en œuvre dans La Poste. Autrement dit, la lutte des travailleurs des *Officine* apparaît comme un pôle de référence pour d'autres secteurs.

Un employé des *Officine*, David Simonetta, a insisté sur le fait que l'appui reçu précédemment et, entre autres, ce 2 avril (jour de la manifestation) traduisait la compréhension publique que le démantèlement des *Officine* portait atteinte à la réalité sociale de la Suisse italienne.

Cela renvoie à une discussion diffusée par les médias, particulièrement en Suisse alémanique. Ils reprennent le thème suivant: une politique régionale ne peut pas être menée par les CFF.

Une question se pose immédiatement: est-ce que la seule politique industrielle et sociale régionale doit être menée par le capital privé, avec ses intérêts spatiaux, de réseaux, et ses caractéristiques régionales ? Est-ce que la politique régionale doit être faite selon le modèle qui a conduit au développement du super hub (aéroport) de Zurich, *Unique* ? Ce modèle n'est autre que celui qui était anticipé par les intérêts spécifiques d'une fraction forte des capitalistes de la région zurichoise, anticipation largement erronée. Raison pour laquelle le projet a simplement échoué ; les anticipations liées à la saisie des signaux donnés par le marché relèvent de la supercherie en ce domaine. Il y avait une décision d'intérêts capitalistiques avec ses dimensions politiques. La décision était simplement mal agencée et étroitement déterminée par des avantages particularistes (une vision de la concurrence entre la place financière zurichoise et celle de Francfort, sans comprendre les rapports de forces).

Unique sert donc aujourd'hui les intérêts de Lufthansa, propriétaire de Swiss. Et, surtout, le capital allemand, ayant son centre de gravité dans la région de Francfort et de Munich, a pu économiser des investissements dans un agrandissement du hub de Francfort, en utilisant *Unique* – même que partiellement terminé – comme filiale de Francfort. La fraction des capitalistes de la région zurichoise – qui représente les diamants de la couronne du capital financier helvétique – a financé, en dernière instance, le capital allemand. Cela semble plus

acceptable que développer une politique publique et industrielle régionale, du côté sud des Alpes !

Les médias et experts qui parlent d'impossibilité de politiques régionales par les CFF devraient d'abord regarder la poutre dans leur vision, avant de s'exclamer face à ce qu'ils croient être une myopie des travailleuses et travailleurs tessinois. En effet, ces derniers ne sont pas du tout myopes, ils voient simplement clair ; ils comprennent ce que signifie la politique du capital. Dans une grève, dans les échanges d'arguments que cela exige, toute l'intelligence est mobilisée sur un large éventail de thèmes.

Le jeudi 3 avril 2008, les travailleurs ont remis, à Marco Solari, qui a reçu mandat de Moritz Leuenberger, un document qui répète leurs exigences initiales, afin d'ouvrir une discussion effective avec la direction des CFF. En 24 heures, l'initiative lancée pour la création d'un «*pôle technologique et industriel du secteur des transports publics*» a déjà réuni 5000 signatures (voir sur ce même site, le texte d'initiative). Il ne fait aucun doute que cette initiative aboutira avec plus de 10'000 signatures mardi prochain.

Ce samedi, une rencontre a eu lieu, sur demande de Moritz Leuenberger. Elle s'est tenue à 14h00 à l'Hotel Bernerhof à Berne. Comme l'a dit Gianni Frizzo, il ne s'agit pas «*pour l'heure, de négociations ou d'une table ronde.*» (*Corriere del Ticino*, 4 avril 2008). Selon les nouvelles données le samedi 5 avril à 17h30, la représentation des grévistes, par le biais de son porte-parole élu Gianni Frizzo, a simplement indiqué que, le lundi 7 avril, l'ensemble des travailleurs des Ateliers mécaniques de Bellinzone sera consulté. Il y a peu de doutes que la bataille «d'informations» va être orchestrée par diverses «autorités» dans la presse du dimanche et dans les médias électroniques. *cau*

(5 avril 2008)

Une première grande victoire

Bilan «à chaud» d'une grande mobilisation ouvrière et sociale

Mouvement pour le socialisme - Tessin

Nous publions ci-dessous la prise de position, mise en ligne le 6 avril 2008, du MPS-Tessin. Ce texte fait écho aux divers efforts, certes limités, de solidarité avec cette lutte et d'enthousiasme diffus, dans différentes parties de la Suisse française et alémanique. Pour ce qui est de l'initiative, certains malentendus existent: cette initiative pour un pôle technologique et industriel public – en plus de la fonction décrite dans ce bref texte – a enlevé à l'exécutif tessinois un semblant de contrôle de la situation, contrôle qui aurait eu pour fonction de médier, au nom de prétendues propositions, afin de tirer le tapis sous les pieds des travailleurs en lutte. Réd

C'est une première grande victoire obtenue par les travailleuses et travailleurs des Ateliers mécaniques de Bellinzone (ci-après *Officine*) après plus d'un mois de grève. Le retrait des projets adoptés par le conseil d'administration des CFF le 6 mars passé et l'engagement, dans le cadre de la table ronde, à discuter de mesures liées à renforcer et sauvegarder la structure [productive] des *Officine* ainsi que des postes de travail représentent deux des points fondamentaux mis en avant par les travailleurs en lutte ces dernières semaines.

La lutte des travailleurs des *Officine* ne s'arrête pas ici, il va de soi. Ces derniers savent combien délicate et difficile est la phase dans laquelle, aujourd'hui, entre le conflit. La table ronde peut certainement être une occasion en vue de donner une solidité définitive à cette première victoire et poser les bases pour continuer et développer l'expérience industrielle et publique des *Officine*.

Mais les travailleurs savent que ce qui est représenté autour d'une table ronde relève d'un monde dans lequel leur poids [social], leurs raisons (pour excellentes et « rationnelles » qu'elles soient) comptent beaucoup moins que ce que, par contre, ils peuvent traduire dans le cadre d'un conflit leur permettant d'influencer, de faire pression, au moyen de la grève. Certes, la longue durée de la grève, la résistance exceptionnelle exprimée durant ce mois, la vague de solidarité qui s'est manifestée dans le canton (et, sans doute, aussi dans le reste du pays) continueront à avoir leurs poids au cours des prochaines semaines et, donc, à avoir une influence sur le déroulement des travaux de la table ronde. Il serait mal venu que quiconque [la direction des CFF, entre autres] cherche à faire semblant de rien à ce propos et à recommencer avec les positions initiales auxquelles ils ont dû renoncer.

Toutefois, pour garantir la victoire, il faut aujourd'hui réunir au moins trois conditions.

1° La première consiste à continuer à faire sentir le poids des travailleurs, de leur force, de leur détermination. Il est dès lors important que les travailleurs des *Officine* restent mobilisés, qu'ils continuent à se réunir, à discuter, à faire le point et évaluer la situation. Et à affronter aussi des thèmes de fonds qui sont apparus à l'occasion de cette grève et auxquels ils se sont affrontés: du rôle du service public à celui des syndicats, de celui de la politique institutionnelle à celui de la solidarité ouvrière.

2° Le deuxième élément important, qui pourra être réalisé déjà ces jours, réside dans le fait de mener à bien la récolte des signatures soutenant l'initiative populaire: « Bas les pattes des *Officines*: pour la création d'un pôle technologico-industriel du secteur des transports publics » [voir ce texte sur ce site]. Cette initiative a déjà largement réuni et dépassé le nombre de signatures assurant sa réussite; mais sa remise [aux autorités] assortie d'un nombre considérable de signatures peut, de façon significative, « accompagner » les discussions de la table ronde et représenter un élément supplémentaire de pression de la part des travailleurs.

3° Le troisième et dernier élément, en partie lié au premier, est la dimension impérative que la table ronde, les discussions politiques qui se déroulent en son sein (au-delà des aspects strictement techniques) soient conduites à la lumière du soleil, selon un principe de transparence permettant de s'adresser à tous les travailleurs et à ces milliers de citoyennes et de citoyens qui, au cours de ces semaines, ont participé à la mobilisation de soutien aux *Officine*.

Cela est nécessaire parce que les *Officine*, grâce à cette grande mobilisation, sont devenus « un bien commun » au-delà de leur nature « étatique ». Ces ateliers, ont connu d'une certaine manière une « socialisation » de leur propriété étatique [en tant que firme]. Les *Officine* sont devenus un patrimoine collectif, un symbole des aspirations de la population qui veut être prise en compte, peser et décider de l'avenir de la société et du destin des hommes et des femmes. C'est une expérience précieuse, nouvelle et d'une grande portée politique. Faisons tout afin que ce sentiment se perpétue. (*trad. rédaction La brèche*)

(7 avril 2008)

Gianni Frizzo: récit d'une phase cruciale de la grève

Durant la grève avec occupation des Ateliers mécaniques CFF Cargo de Bellinzone, le comité de grève – élu démocratiquement et qui, sans cesse, a soumis ses options à la discussion et au vote de plus de 400 participants – a joué un rôle fort et symbolique.

Comme toujours, dans un environnement médiatique, le président de ce comité, Gianni Frizzo, a traduit publiquement l'option démocratique et radicale de l'assemblée des travailleurs et du comité de grève, avec une grande modestie et sagesse.

Nous traduisons ici, pour nos lecteurs et lectrices, un entretien qu'il a accordé à l'hebdomadaire syndical (UNIA), ayant pour titre *area*, publié le 11 avril 2008. Les questions sont donc celles du journaliste d'*area*. Elles ont été posées lorsqu'un premier accord débouche sur un début de négociation. La précondition de ce début de négociation: retrait des plans de restructuration du 6 mars 2008, annoncés publiquement par la direction des CFF; «retrait» de la grève. Une bataille gagnée, mais la «guerre» continue. Nous y reviendrons (*rééd*).

Gianni Frizzo, nos félicitations pour cette première victoire très importante.

Je ne comprends pas pourquoi... Moi-même je me suis laissé transporter par un fleuve gorgé d'eau. Dans ce genre de situation, quand tous sont sur la même longueur d'onde, on ne peut pas se tromper... Quiconque aurait été à ma place, il aurait été conduit en avant par le courant.

Mais à votre place vous deviez vous y trouver. Vous êtes arrivé là avec le comité «Bas les pattes des Ateliers» à la suite d'un travail qui a duré au moins dix ans.

Aujourd'hui, j'ai la confirmation que ce n'était pas faux, tout ce qui a été fait pendant ces années. Parce que, dans cette grève, on n'a fait rien d'autre que répéter ce qui a été toujours été dit. L'élément nouveau, c'est que les conditions étaient réunies pour passer à une phase de lutte active. Cela a été évident pour les collègues en raison de l'attitude intolérable des sommets des CFF. Et alors «on» s'est dit que Gianni n'exagère pas, qu'il a raison et qu'il vaut la peine de le suivre.

Quand avez-vous compris que la situation aurait pu évoluer à votre avantage?

Le tournant a été la grande manifestation du dimanche 30 mars 2008 [à Bellinzona], suivie rapidement de celle également massive du mercredi 2 avril [sur la place du gouvernement dès 16h30, convoquée aussi très vite]. Et lors de cette deuxième manifestation un fait très important est survenu un fait important: le Conseil d'Etat tessinois exécutif cantonal], *in corpore*, poussé par la grande mobilisation populaire du dimanche précédent, est descendue dans la rue à côté de nous.

Dès ce moment, toute la Suisse s'est rendu compte que le problème est institutionnel, et qu'il revient donc à la politique l'obligation de s'en occuper. A ce point, que le conseiller fédéral [social-démocrate] Moritz Leuenberger a pu dépasser les résistances pour intervenir en première personne.

Sur Leuenberger j'ai dû changer d'avis: samedi je l'ai vu très déterminé; dès le début il a dit que le fédéralisme et les équilibres régionaux sont en danger. On n'est donc pas seulement face à une tâche d'entreprise, il ne suffit pas d'accepter les conclusions d'un groupe de consultants [en gestion d'entreprise], sans se soucier de toutes les conséquences de leur mise en œuvre. Ne pas avoir compris cela relève de la responsabilité, majeure, du conseil d'administration des CFF.

Étiez-vous confiant avant le début de la réunion avec Leuenberger?

Je suis parti sans avoir aucune idée sur ce qui allait pouvoir arriver. La seule chose que j'avais en tête c'étaient nos objectifs. Puis, à partir des premiers échanges lors de la réunion, j'ai eu une mauvaise impression: je me suis alors dit que tout était fini et que la grève devrait continuer.

Cela a été le moment où Leuenberger a dit avoir dû intervenir autoritairement ?

Oui, Et dans mon intervention successive je n'ai fait rien d'autre que soutenir pleinement les thèses de Leuenberger. Là j'ai compris que nous avions fait un important pas un avant, que sous la pression, n'étions plus seulement nous-mêmes, mais aussi la direction des CFF – et ce, sans que Leuenberger perde son impartialité. L'enjeu était le mot «retirer»; ce que la direction des chemins de fer ne voulait pas accepter en ce qui concerne le plan de restructuration des Ateliers.

À la fin de la séance, tu t'es présenté devant les microphones de journalistes, très éprouvé aussi sur le plan émotionnel.

J'avais vécu un ensemble complexe d'émotions. Mais surtout je devais encore réaliser et élaborer avec rapidité certaines décisions qui venaient d'être prises. Parce que, une fois débloquée la situation, tout a ensuite été discuté et accepté très vite, sans entrer dans les détails, et j'ai dû avancer d'instinct. Finalement, j'ai eu besoin d'un moment pour recomposer les éléments de la décision et de me convaincre réellement qu'il s'agissait d'une solution juste et pondérée. Ensuite est survenue la conscience d'avoir fait un pas fondamental – et avec cela toutes les émotions.

Dans l'accord obtenu avec Leuenberger ont disparu les trois points que vous aviez posés comme condition pour vous asseoir à la table ronde.

C'est proprement ça qui est à l'origine de ma désorientation: où retrouver nos trois points inamovibles dans les quatre qui ont été souscrits avec Leuenberger? Mais ils s'y trouvent. L'accord prévoit: le retrait du projet de restructurations; le rétablissement de la situation au 6 mars (avec wagons marchandises, locomotives et les pièces détachées); le développement futur des Ateliers; la décision finale de Leuenberger et non plus celle du conseil d'administration des CFF.

Ce dernier point est extrêmement positif pour nous, et il change complètement les cartes mises sur la table. C'est cela qui nous a fait comprendre que nous sommes sur la bonne voie.

Maintenant, nous savons tous, même si ce n'est pas dit explicitement dans l'accord, que le développement des Ateliers ne peut que passer par les locomotives, des wagons de fret et les pièces détachées: Leuenberger sait que ce point est à la base de notre consensus. Que personne n'essaie de faire rentrer par la fenêtre ce qui est sorti par la porte: nous sommes, sur cela, très vigilants.

Déjà dimanche soir le président du conseil d'administration des chemins de fer Thierry Lalive d'Epinay avait déclaré publiquement que finalement, à Bellinzona, seraient restés certaines locomotives...

Après ces déclarations, pour la direction de grève, c'était clair que l'accord ne serait jamais passé en assemblée des travailleurs [les locomotives qui seraient restées auraient été de vieux modèles, après une étape, et la cohérence du site avec les wagons, les pièces détachées fabriquées était détruite – *réd.*].

Nous avons donc établi un contact avec Leuenberger. Quand il nous a téléphoné, j'ai entendu qu'il était très fâché. Il m'a dit que sa parole vaut plus de celle du président des CFF et il m'a confirmé un après l'autre tous les quatre points.

Quand a été le moment plus difficile de cette grève ?

La semaine entre le 28 février et le 7 mars. Cela a été terrible. Devoir commencer, faire les premières déclarations, publier les premiers communiqués, seul quand ce n'était pas avec le soutien du comité, et tout cela sans savoir ce qui allait arriver. Aussi, ici, dans l'Atelier tout était très difficile à déchiffrer, la direction a essayé jusqu'à la fin d'intimider les collègues, d'interdire les assemblées. Mais j'étais totalement sûr d'être du côté juste, et je suis allé de l'avant comme un bélier. Après cela a été crescendo.

Maintenant vous allez à «la table ronde», une phase encore plus délicate.

Jusqu'alors les concepts étaient clairs et on luttait contre un principe facilement compréhensible. Maintenant tout devient plus complexe et difficile à déchiffrer. Mais, mis à part les capacités déjà présentes dans l'Atelier, nous avons le soutien de personnes compétentes qui nous appuient de l'extérieur. Je suis sûr que nous irons avec armes égales aux négociations.

Avez-vous confiance en l'arbitre, Moritz Leuenberger ?

Oui, Aussi parce qu'il suivra pas par pas les négociations au travers des personnes de confiance [depuis lors, l'ex-président du parti radical Franz Steinegger a été nommé médiateur et présidera la table ronde]. Le problème, et je l'ai dit aussi au conseiller fédéral, est que de l'autre côté de la table nous aurons toujours les mêmes interlocuteurs: ceux qui maintenant nous demandent notre confiance sont ceux qui agissaient dans les coulisses, jusqu'il y a un mois en arrière afin de nous éliminer. Mais nous serons bien attentifs et les marquerons [au sens de la technique du football] étroitement.

Cela ne vous déplaît pas de démanteler l'atelier de peinture? Au fond on y était bien... [c'était le lieu d'organisation de la grève; une très grande salle, avec cuisine, bar, tables nombreuses, etc.]

Oui, nous étions y bien nous-mêmes et toute la ville. Ce serait beau de réussir à maintenir vivant ce lieu de rencontre.

Quel effet éprouvez-vous d' être arrêté sur la route par des femmes qui vous demandent un autographe ?

Non, ce n'est pas vraiment ainsi, allez... Effectivement c'est étrange, mais j'en suis content. Je l'aurais été moins si elles m'avaient cherché parce que je suis un joueur de football. Mais si ce sont surtout des jeunes à me demander un autographe, cela me remplit de joie: ils ne me le demandent pas pour une image, mais parce que je défends des valeurs, des principes qui sont humainement justes.

Je crois que pour beaucoup de jeunes la leçon de cette grève a été importante: beaucoup me saluaient et se rapprochaient, même si je n'ai marqué aucun but, au contraire, j'ai fait une grève, quelque chose qui jusqu'à maintenant avait une connotation négative. C'est cette dynamique positive, idéale, que je regretterai de perdre avec la fin de la grève.

La seule chose qui n'est pas arrivée dans l'atelier a été la Coupe suisse de football... [le match se jouait entre Bâle et Billinzone].

Je regrette beaucoup cela. Je suis toujours été un fan du Bellinzone, malgré quelques années de détachement du sport. La grève a rapproché l'équipe [de foot] des Ateliers et j'ai pu reprendre des bons contacts. La coupe aurait été la cerise sur le gâteau et aurait permis de décharger un peu la tension. Mais ce fut un beau match, et quand Pougă fait le but [but de Pougă pour le 1 à 1, mais Bellinzone a perdu contre Bâle FC 4 à 1] a été un moment très beau; l'atelier [un écran géant était installé pour les grévistes afin de voir le match le 6 avril 2008] s'est presque écroulé.

Optimiste ?

A ce point oui, même en restant vigilant. Parce qu' on va à la table ronde avec des préconditions que n'existaient pas jusqu'alors: l'objectif n'est plus le restructurer à la baisse les Ateliers, mais leur développement. C'est une tout autre perspective.

(15 avril 2008)

Un premier bilan

Entretien avec Matteo Pronzini

Nous donnons ici à connaissance de nos lectrices et lecteurs la traduction d'un entretien publié ans le bimensuel du MPS-Tessin – gauche anticapitaliste, *Solidarieta* (10 avril 2008). Cet entretien a été fait avec Matteo Pronzini, un des animateurs de la grève, membre d'Unia, collaborant étroitement avec le comité de grève. Il participera aussi, avec les délégués du comité de grève, aux négociations qui se concrétiseront dans les semaines à venir. Pour l'heure, c'est une phase d'observation. Les représentants des travailleurs ont fait parvenir au conseiller fédéral «socialiste» Moritz Leuenberger et à Franz Steinegger, le médiateur devant organiser la table ronde – ancien président du Parti radical de 1989 à 2001 –, la liste des points qu'ils considèrent impératifs à discuter. (Réd)

Peu d'heures ont passé depuis la fin de la grève aux Ateliers CFF de Bellinzona (Officine). Une grève qui a duré plus d'un mois, victorieuse dans sa première phase, et qui pose une série impressionnante de questions politiques et syndicales. Nous avons souhaité en parler – conscients que sur tous ces thèmes on devra encore revenir de manière plus longue et approfondie – avec Matteo Pronzini, secrétaire de Unia et membre de la direction du MPS Tessin – gauche anticapitaliste. (Rédaction Solidarieta)

Commençons avec la grève. A première vue elle a pris tout le monde par surprise (y compris les CFF). Mais d'où vient exactement cette avalanche qui a emporté – de manière enthousiasmante – le Tessin – et pas seulement lui... ?

Matteo Pronzini. La plupart pensent que ce qui est arrivé aux *Officine* est le résultat d'une réaction sur le coup des travailleurs, face à une attaque sans précédent de la part de la direction des CFF. Les CFF ont frappé durement, pense-t-on, et les travailleurs ont répondu avec la même dureté. Si les choses s'étaient seulement passées ainsi (il est évident que la dureté de l'attaque a joué un certain rôle) on ne comprend pas pourquoi, dans des circonstances similaires (que ce soit dans le secteur public ou privé), il ne se produit pas la même réaction. Si ça s'était passé comme dit ci-dessus, on aurait dû trouver la même réaction, par exemple, à Fribourg aujourd'hui (et à Bienne par le passé).

En réalité le travail politico-syndical au sein des *Officine*, qui a intégré une bonne partie du noyau ouvrier à la tête de cette grande lutte, date d'au moins une dizaine d'années. Le comité *Bas les pattes des Ateliers !* est né à la fin des années 1980 afin de permettre à ces travailleurs d'avoir un lieu de discussion et d'intervention contre les politiques menées par les CFF de réorganisation et de suppression de places de travail. Un lieu (une instance) qui puisse leur permettre d'agir, de discuter et de réfléchir face au blocage de leur syndicat (le SEV – syndicat du personnel des transports) qui préférerait la politique de la concertation à celle de la mobilisation des travailleurs, acceptant, de fait, les mesures de restructuration dans le cadre de plans sociaux plus ou moins généreux et efficaces.

C'est dans les innombrables activités que ce comité a mis en œuvre durant ces années (pétitions, manifestations, soirées d'informations); dans les discussions sur la façon d'organiser une mobilisation qui puisse intégrer tous les travailleurs et sur les stratégies envisageables, tout cela en passant par des moments d'euphorie et de désillusion; c'est dans ce travail patient que se sont construites les bases ayant permis ce qui s'est développé au cours des dernières semaines [du 7 mars au 9 avril].

La *Neue Zürcher Zeitung* [le véritable quotidien des cercles dominants de Zürich] a écrit qu'à l'époque de la présidence de Ernst Leuenberger du SEV [ce dernier a été jusqu'en

2007 conseiller aux Etats du canton de Soleure, membre du Parti socialiste et figure populaire en Suisse alémanique de la politique syndicale helvétique traditionnelle], en collaboration avec le Dr social-démocrate et ex-directeur des CFF Benedikt Weibel [et président jusqu'en 2007 de l'Union internationale des chemins de fer], a été rendue possible la suppression de milliers de places de travail sans que personne ait eu un seul mot à opposer, ou presque. Maintenant, au contraire, pour quelques centaines d'emplois, un esclandre a éclaté. Et le SEV semble ne plus être en mesure de contrôler ses troupes (au moins à Bellinzone), laissant de l'espace à un syndicat comme Unia. Le rôle d'Unia Tessin a-t-il été vraiment décisif ?

Je dirai que oui. Et je soulignerai l'aspect particulier – un peu unique dans le cadre du syndicalisme suisse – de Unia Tessin. Ce dernier se caractérise depuis toujours, avec évidemment des phases diverses, par une conception syndicale que ne se limitait pas au seul aspect contractuel-revendicatif, évidemment fondamental. Unia Tessin s'est développé avec la prétention et l'ambition de construire, autour de revendications syndicales, des mouvements plus amples, de vrais mouvements sociaux qui puissent montrer le lien entre les revendications syndicales au sens strict et les questions dites de société.

J'aimerais vous rappeler, par exemple, que si dans notre canton on trouve une large attention à la question des horaires d'ouverture des magasins et aux thèmes sociétaux liés à ce problème, c'est grâce aux innombrables campagnes que Unia (et avant lui le SIB – Syndicat industrie et bâtiments) a conduit sur ce sujet, en mobilisant les travailleuses et les travailleurs du secteur et en appelant les citoyens et les citoyennes à se prononcer lors de diverses occasions: lors d'initiatives, des référendums, etc.

Face à l'événement des *Officine*, nous avons adopté la même logique (et nous n'avons pas eu de difficultés parce que les travailleurs se sont placés spontanément sur la même longueur d'onde), c'est-à-dire celle de transformer une question, disons-le ainsi, «syndicale», en un débat de société, en une question de choix politiques de fond. C'est cette logique qui nous a permis de recueillir un sentiment très partagé dans la société. Il s'agit des courants souterrains, nous en avons aussi souvent parlé dans notre journal [*Solidarietà*], que ne trouvent ni la possibilité ni la voie pour s'exprimer. Ces remous sont provoqués par une crise économique et sociale profonde, qui ne se manifeste pas nécessairement sur le plan politico-institutionnel (votations et élections). Les salarié-e-s vivent matériellement cette crise, l'intériorisent dans leur conscience, la vivent avec des manifestations-expressions particulières ; par exemple, nous en avons encore parlé ces jours-ci, en constatant l'augmentation des maladies.

En d'autres termes, si nous avons bien compris ce que tu veux dire, la lutte des *Officine* a été un peu le point de convergence d'une série de «souffrances sociales» qui couvaient et qui couvent dans la société tessinoise et qui, pour plusieurs raisons, n'ont jamais pu trouver de modalités pour s'exprimer de manière claire...

C'est cela. Dans une certaine mesure, les travailleurs des *Officine* ont représenté avec leur lutte ce que beaucoup d'autres salariés-e-s, que ce soit dans le secteur public ou privé, auraient voulu faire dans des occasions similaires (et il y en a eu beaucoup ces dernières années). Ils ont investi les travailleurs des Ateliers d'une mission de «libération», de «représentation» des intérêts généraux des salariés-e-s: une tâche qu'ils n'envisagent pas de confier aux partis politiques et aux institutions. C'est cela qui explique la grande mobilisation qu'il y a eue pendant ce mois [diverses manifestations de milliers et milliers de personnes à Bellinzone et des soutiens financiers venant de toutes les régions du canton].

Venons-en au développement de la grève et de la lutte. Depuis le début les assemblées des travailleurs ont toujours été très combatives et déterminées. Y compris après deux ou trois semaines, ne sont pas apparus des signes qui auraient indiqué une fatigue. Peux-tu nous dire brièvement, si cela est possible, comment s'est développée cette première victoire des travailleurs?

Je crois que d'un point de vue concret, la force du mouvement, effectivement, à résider dans la détermination des travailleurs et dans celle du comité et de la direction de la grève qui, durant toute cette période, a maintenu une importante cohérence, unité. Evidemment, il y a eu des moments de discussions intenses. Mais, je dois dire qu'en opérant une comparaison par rapport à des expériences analogues dans le passé, il y a eu, d'un côté, la détermination du comité de grève élu (non seulement Gianni Frizzo, certainement l'animateur clé, mais aussi les autres ont manifesté une détermination tout aussi grande); de l'autre, la prédominance d'une ligne politico-syndicale qui a sans cesse fait écho à cette détermination des travailleurs et qui a construit toute sa stratégie sur cette base. A ce propos, je crois que le moment charnière qui a déterminé les pas suivants a été la journée de mobilisation du 30 mars. A cette occasion, nous avons eu deux événements déterminants. Le premier a été l'assemblée – «portes fermées» – des travailleurs [les assemblées précédentes étaient ouvertes à la presse, entre autres]. Elle a été extraordinaire, elle a permis de discuter ouvertement des doutes et des incertitudes liées à l'ultimatum lancé par les CFF et qui arrivait à échéance le soir suivant. Mais, cette assemblée a aussi permis d'expliquer quelques éléments: par exemple, une avancée s'est produite dans la compréhension fondamentale du problème des wagons. De cette façon a pu être ressoudé de manière décisive le front ouvrier [les ateliers assurent la maintenance de wagons pour le fret ferroviaire et de locomotives. Ils produisent aussi des pièces].

Le second élément déterminant a été cette manifestation ultra-massive qui s'est déroulée dans les rues de Bellinzona [une manifestation convoquée en un jour]. Une chose jamais vue. Je pense que cet ensemble a créé le moment favorable à un tournant dans les rapports de forces.

**Quel enseignement peux-tu tirer de cette lutte sur le plan syndical et sur le plan politique ?
Et non seulement, évidemment, à l'échelle cantonale.**

Les historiens penseront à insérer cette lutte dans l'histoire des luttes ouvrières et syndicales de ce pays. Je crois que toutefois que cette dernière exprime beaucoup de choses sur différents plans. Avant tout, et je reprends ici ce que j'ai dit avant sur Unia Tessin, elle indique la nécessité, désormais urgente, de repenser, de refonder, dirai-je, le syndicalisme de ce pays. Cette lutte a fait la démonstration qu'il est possible de remettre le conflit au centre de l'action syndicale. Et comment, sans conflit, une action syndicale digne de ce nom ne peut pas prendre corps. Et cela parce que les intérêts des salariés-e-s et ceux du patronat – public ou privé, peu importe – sont objectivement conflictuels. Cela devrait être l'ABC du syndicalisme. Pourtant, le syndicalisme de ce pays avance avec les recettes de la paix du travail, rebaptisée avec des noms tels que «partenariat social», «concertation», etc. C'est toujours, de fait, la même soupe qui est réchauffée depuis des décennies et qui a donné des résultats désastreux. Il suffit de penser à la situation difficile dans laquelle se trouve le mouvement syndical suisse. Un mouvement qui, en grande mesure, a perdu ses racines dans le monde salarié – dans certains secteurs fondamentaux, il est tout à fait marginal – et qui ne réussit plus à compter sur la présence de collectifs actifs sur les lieux de travail, sans lesquels le syndicalisme se réduit à une sorte d'assistance sociale, à peine plus.

Cette grève nous indique, ensuite, combien il est important de redécouvrir les racines du syndicalisme comme un mouvement social prenant avec lui les salarié-e-s, qui se développe et vit dans la société, qui propose des thèmes apparemment syndicaux comme des choix de société et, dès lors, comme des choix politiques de fond: que produire, comment produire, où produire.

Enfin, cet épisode de lutte suscite de nombreuses interrogations politiques sur lesquelles il vaudra la peine de revenir de manière plus approfondie. Pour l'heure, on peut dire que, avant toute chose, il a posé la question générale que nous pouvons formuler plus ou moins de la manière suivante: de quelle politique aujourd'hui ont besoin les salarié-e-s de ce pays. Les travailleurs des *Officine* pourraient dire, par exemple, que l'on aurait besoin d'une politique de service publique radicalement différente de celle décidée par les forces bourgeoises au cours des dernières années, politiques, de fait, partagée dans son élaboration et son application par les forces social-libérales.

Evidemment, il y a eu des radicaux, des PDC, des UDC qui ont poussé à la privatisation et à la libéralisation. Mais les directions syndicales et le Parti socialiste suisse ont, de fait, accepté les lois et les décisions qui nous ont conduits là où nous nous trouvons aujourd'hui. En quelques mots: il faut une politique qui parte des intérêts des salarié-e-s et qui adopte cette orientation comme boussole politique fondamentale.

Puis, et laissez-moi le dire, la lutte des *Officine* a démontré combien est peu «forte» la politique institutionnelle quand cette dernière – indépendamment de l'éventail sur le papier de ces diverses représentations – est étroitement liée et dépendante des rapports de forces sociaux et politiques dominants.

Une faiblesse qui peut être contournée et combattue quand la voie pour une véritable alternative politique passe non pas par la conquête de postes clés dans les institutions, mais par un long et patient travail de construction d'une opposition sociale. Ce qui représente la clé de voûte pour la construction, précisément, d'une opposition et d'une alternative politique. C'est une longue et difficile voie, elle n'amène pas des votes mais elle conduit – et nous espérons que cela sera toujours plus le cas – à des moments comme ceux que nous avons vécus ces dernières semaines.

(18 avril 2008)

Bilan et perspectives d'une grande lutte

Entretien avec Gianni Frizzo conduit par Giuseppe Sergi

Nous publions ci-dessous un entretien avec Gianni Frizzo qui a été publié par le bimensuel *Solidarietà*, organe du MPS-Tessin – Gauche anticapitaliste, du 8 mai 2008. En date du 14 mai 2008, les travailleurs des Ateliers CFF de Bellinzone convoquent une assemblée populaire pour le dimanche 18 mai à 17 heures sur la Piazza Nosetto à Bellinzone. Le but de cette réunion est d'informer la population du contenu de la première journée de discussion qui s'est tenue, dans le cadre de la «Table ronde», à Lucerne le 14 mai. Le communiqué se termine avec le mot d'ordre: «Ne manquez pas [cette réunion], notre force c'est vous !»

Cette remarque est devenue d'autant plus nécessaire lorsque l'on sait qu'à Fribourg la direction de CFF Cargo n'a fait aucune concession sur le déplacement du call center. Et cela a été accepté par la direction du SEV (syndicat des chemins de fer) et par les représentants du Conseil d'Etat.

De plus, à Bellinzone, des manœuvres sont en train de naître, de la part des CFF, afin de mettre en question le contrôle sur une partie de la superficie dont disposent les Ateliers CFF. Nous reviendrons sur ce thème, comme sur les développements ayant trait à la réorganisation du transport de fret à l'échelle européenne. (*rédi*)

Quels ont été, au cours de la lutte des Ateliers CFF Cargo de Bellinzone, les éléments nouveaux par rapport à la tradition syndicale helvétique, éléments qui peuvent être utiles pour une réflexion plus générale ?

Gianni Frizzo: A coup sûr, l'élément fondamental a été celui consistant à savoir faire abstraction de tout ce qui est le bagage traditionnel du syndicalisme helvétique, le plus souvent bien plus préoccupé de maintenir de bons rapports avec l'employeur que de partir des besoins, des problèmes réels et des sentiments diffus parmi les travailleurs.

Je crois que c'est précisément ici que réside l'élément déterminant de notre lutte: avoir mis au centre les exigences fondamentales des travailleurs (qui, en l'occurrence, étaient claires: sauver les *Officine*) et chercher à construire avec la mobilisation un rapport de force qui permette d'atteindre cet objectif. Nous nous sommes peu préoccupés des accords déjà établis, des pratiques contractuelles (convention collective), de tout ce qui a trait à l'outillage syndical traditionnel qui, souvent, selon moi, sert avant tout à bloquer l'action des travailleurs et à la faire rentrer dans le sillon traditionnel de la paix du travail.

En ce qui concerne l'orientation de fond, du point de vue des formes de lutte, de votre organisation, quel enseignement est-il possible d'en tirer ?

G.F.: Je crois que c'est ici que résident le plus d'éléments. Le premier a trait sûrement à la démocratie. Tous les choix que nous avons effectués (au moins ceux fondamentaux et décisifs) ont été systématiquement discutés dans de nombreuses structures qui traduisaient, de fois en fois, la légitimité des travailleurs: l'assemblée des travailleurs, le comité de grève, la délégation aux négociations. Dans toutes ces phases, un fait a été décisif: que soit toujours respecté le mandat reçu et que les résultats intermédiaires (je pense par exemple aux diverses phases des négociations) soient soumis constamment au jugement et à l'évaluation des travailleurs. Cela a été une leçon de véritable démocratie, sans laquelle je crois qu'aucune expérience syndicale ne peut, à la longue, être gagnante et significative. Le second aspect – et je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises – a résidé dans la capacité d'élargir notre lutte, de la faire sortir de la fabrique et de la faire devenir une lutte sociale, populaire, c'est-à-dire une lutte qui ne soit pas seulement notre problème, mais qui fasse que la société se saisisse de notre problème. Il est clair que dans

la mesure où il s'agissait d'une entreprise formellement publique, avec une histoire et un enracinement social, cela a été plus facile.

Mais je crois que, cette logique, on devrait tenter de la suivre toujours. Y compris dans le cadre d'entreprises privées. Et cela parce que la suppression de postes de travail est une question qui doit intéresser tout le monde à cause de ses conséquences sociales, humaines et économiques.

Enfin, il est clair qu'a été décisive la participation de la structure syndicale, je pense naturellement à celle d'UNIA-Tessin. Cela a été décisif pour créer ce soutien nécessaire à la gestion d'une lutte d'une telle ampleur (qui doit résoudre de nombreux problèmes pratiques) et de le faire d'une telle façon que le noyau de ceux qui se sont engagés pour la soutenir (je pense aux divers groupes locaux et aux multiples activités qui se sont développées) puisse développer ces initiatives et les élargir. Une lutte est aussi faite de nombreuses organisations et c'est ici que le syndicat, sa structure, doit intervenir, pour soutenir de manière totale les travailleurs. Souvent, dans la tradition de notre pays, c'est le contraire qui s'est passé.

Quels ont été les rapports avec les organisations syndicales durant ce long conflit?

G.F.: Naturellement, il faut opérer des distinctions. Nous avons ici un syndicat (le SEV, le syndicat des travailleurs des chemins de fer) lié à l'entreprise en tant que partenaire contractuel [le SEV avait signé la Convention collective incluant une dimension de paix du travail]. Cela a rendu prudent le SEV et, de fait, l'a empêché de développer un rôle plus actif dans l'élargissement de la mobilisation à l'échelle nationale. Fribourg s'est peu mis en mouvement parce que, constamment, la préoccupation de la direction du SEV a été celle de maintenir la question au niveau des modalités contractuelles, renonçant à promouvoir des formes de lutte plus incisives, telles que la grève. Naturellement, la fonction d'un syndicat qui n'a pas signé une convention collective, comme c'est le cas d'UNIA, jouit de plus de liberté. Mais je crois que la signature ou non d'une CCT est un aspect secondaire, une sorte de paravent derrière lequel on se réfugie.

Le problème de fond consiste à savoir si l'on veut poursuivre une politique syndicale qui mette l'accent avant tout sur la mobilisation des travailleurs et sur une orientation d'opposition claire et nette aux politiques patronales. Et c'est là que réside la différence que nous avons, par exemple, entre les syndicats qui participaient aux événements des *Officine*.

En examinant la lutte de manière rétrospective, selon toi, quelles erreurs ont été commises, pour autant que l'on puisse les qualifier ainsi ?

G.F.: Je pense que dans le développement de la lutte, comme je l'ai dit antérieurement, nous n'avons pas commis d'erreurs fondamentales, et cela avant tout parce que nous avons mis en œuvre une ample démocratie. Certainement, parfois, il aurait été nécessaire pour le comité de grève de déléguer plus certaines tâches afin de ne pas assumer trop d'obligations.

Dans le cadre du développement des négociations, nous avons, par contre, manifesté quelques incertitudes au début, lorsque nous nous sommes fait un peu prendre dans la logique du secret des négociations. C'était une voie erronée et nous avons rapidement compris que cela pourrait favoriser les CFF. Ainsi, nous avons immédiatement décidé en faveur de la transparence maximum, non seulement pour ce qui a trait à l'information donnée aux travailleurs mais à celle communiquée à la population. Je crois que cela a été une dimension importante sur laquelle tous ceux qui font du syndicalisme devraient réfléchir.

Quel a été le rapport avec le monde politique ? En particulier avec les autorités et avec la «classe politique».

G.F.: Il existe une certaine similitude entre les comportements des agences syndicales et ceux des représentants politiques. Nous avons eu la sagacité de ne pas les prendre, disons-le, de manière brutale, d'éviter de polémiquer sur les choix du passé qu'une grande partie de l'éventail

politique (pour ne pas dire tout l'éventail politique) avait effectués et qui ont poussé les CFF à la position qu'ils ont aujourd'hui (je pense en particulier à la politique de privatisation). Nous avons évité cela et nous avons mis l'accent sur la dimension positive consistant à sauver les *Officine*, à assurer leur futur. Cet aspect – lié à la grande mobilisation populaire – a, dans un certain sens, poussé les représentants politiques à se situer, au moins dans une première phase, de notre côté. Je crois à ce propos que la mauvaise conscience d'une partie d'entre eux a eu une influence: personne ne pourra m'enlever de la tête la conviction que beaucoup d'entre eux étaient au courant depuis longtemps de ce qui se cuisait dans les fourneaux des *Officine*, de ce qu'étaient les intentions des CFF.

Il est clair que, par la suite, à partir d'un certain moment, une série de positions idéologiques de fond se sont, en partie, réexprimées. A un certain point, nombreux étaient les politiques qui voulaient, à tout prix, faire cesser la grève et qui voulaient que l'on se contente des «offres» des CFF, qui étaient tout sauf des propositions réelles.

Ce qui paraît, à mes yeux, intéressant réside dans le fait qu'en partant des revendications concrètes, des exigences des travailleurs, on a pu passer par-dessus les barrières «politico-partidaires» qui existaient entre les travailleurs et qui se manifestaient au travers de leur adhésion politique différente.

C'est un aspect intéressant qui devrait faire réfléchir tous ceux qui se posent le problème suivant: comment convaincre les salarié-e-s de ce pays d'abandonner la confiance qu'ils expriment souvent (par exemple à l'occasion de votations ou d'élections) en direction de formations politiques bourgeoises et de droite.

Quelle forme a prise ce grand rapport de forces dans la phase qui a suivi la grève ? Quelle est la situation présente, après la reprise du travail [le 9 avril] ?

G.F.: Le climat a certainement changé et le rapport de forces créé, accumulé au cours de la lutte, se maintient. Nous l'avons utilisé pour chercher à modifier à l'intérieur de l'entreprise les relations de forces. Le comité de grève s'est transformé en une nouvelle commission du personnel et vise à modifier, au cours des négociations avec la direction, aussi le climat interne de travail. Par exemple, tous les vendredis une assemblée est organisée durant le temps de travail pour informer et discuter avec les travailleurs: des heures supplémentaires, du travail en équipe qui doit être mis en application en accord avec la commission du personnel, et encore d'autres choses. Le comité de grève est devenu un point de référence pour tous les travailleurs. Il a une légitimité qui permet d'intervenir dans l'organisation interne du travail. C'est très important.

Comment envisages-tu les perspectives de la table ronde [la première réunion s'est tenue le 14 mai] ? Et quels sont les problèmes principaux qui devront être abordés ?

G.F.: Le terrain de la table ronde est évidemment moins favorable. Nous ne disposons plus du rapport de forces qui s'enracinait dans la grève et dans la mobilisation. Pour cette raison, il est important, pour nous, de fonctionner dans ces circonstances avec le maximum de transparence. Nous avons décidé, par exemple, d'informer systématiquement des travailleurs et la population, en organisant des assemblées populaires d'information après chaque réunion de la table ronde. Nous devons chercher à maintenir la pression.

Pour la suite, il est clair qu'il s'agit d'une discussion politique et moins technique, si on peut l'exprimer ainsi. Nous devons faire valoir la volonté populaire de maintenir les *Officine* de Bellinzone. Et je pense que nous devons le rappeler aussi aux autres acteurs présents à cette table ronde, en commençant par le Conseil d'Etat du Tessin, qui, quoique avec un rôle différent, a reçu dans un certain sens un mandat populaire pour appuyer la continuité d'existence des *Officine*.

Pour finir, vous avez convoqué ces Assises pour un syndicalisme des travailleurs, fixées au samedi 31 mai 2008. Quels en sont les objectifs ?

G.F.: Avec modestie, nous sommes convaincus que l'expérience des *Officine* pourra servir à relancer un syndicalisme des travailleurs (nous l'appelons ainsi parce que cela semble la formulation la plus simple), une sorte de refondation d'un syndicalisme en Suisse. Notre expérience a démontré la centralité du conflit pour mettre en acte du syndicalisme qui puisse intégrer non seulement les travailleurs [concernés directement] mais aussi les citoyens-salariés. Nous espérons que de cette expérience puisse naître quelque chose.

(16 mai 2008)

Une pause (ou presque...) de réflexion

Entretien réalisé par Giuseppe Sergi *

L'absence d'un mouvement consistant de soutien à leur cause à l'échelle suisse n'a pas empêché les travailleurs des *Officine* de marquer encore récemment des points non négligeables face à la direction des CFF. Celle-ci vient en effet de décider une réorganisation interne impliquant le transfert des Ateliers de Bellinzona de la division transports de marchandises à la division transport de personnes. L'objectif est manifestement d'avoir les mains libres dans les négociations en cours en vue d'accords de coopération entre CFF Cargo et des géants européens des transports et de la logistique. Les travailleurs des *Officine* avaient depuis longtemps compris que cette opération pouvait les mettre en danger. En adoptant une attitude ferme et combative, ils ont obtenu de la direction et du Conseil d'Administration des CFF le 28 novembre dernier, l'assurance écrite que les Ateliers de Bellinzona continueront à être en charge de l'entretien du matériel roulant de CFF Cargo jusqu'en 2013. (*La brèche*)

Quelle est ton estimation du résultat obtenu dans un contexte social et politique aussi rude que celui que nous connaissons ces derniers mois? Étant entendu que rien n'est jamais acquis, pouvons-nous vraiment affirmer que l'opération de sauvetage des *Officine* est – du moins dans sa phase fondamentale – arrivée à terme?

Compte tenu de la complexité de la situation économique, ainsi que de la difficulté à apporter une réponse adéquate à la problématique posée – dont la dimension dramatique ne s'est pas encore entièrement révélée – le sauvetage des *Officine* de Bellinzona, qui devrait être réalisé à l'horizon 2013, a deux dimensions: d'un côté les salariés retrouvent une perspective d'avenir, à l'opposé de ce qui s'était passé avec le projet des CFF présenté le 7 mars dernier; d'un autre côté le nouveau projet est une réponse valable et concrète à la crise qui semblait inéluctable.

Nous avons ainsi affaire à une proposition qui permet de garder au Tessin un potentiel significatif d'emplois, à savoir ceux qui auraient été dilapidés si le projet de liquidation du 7 mars avait été appliqué, mais aussi ceux qui sont indirectement liés à la présence des *Officine* et qui auraient également succombé à cette impitoyable doctrine néo-libérale.

Il n'en reste pas moins que pour les *Officine* tout n'est pas résolu, loin s'en faut. Il est encore nécessaire que toutes les parties (le Canton, la Haute école professionnelle de la Suisse italienne, le comité de grève, etc.) s'engagent avec le plus grand sérieux pour ouvrir une perspective qui dépasse l'horizon 2013. Cependant grâce à la détermination du comité de grève et au soutien populaire, vendredi 28 novembre 2008, à Berne, des bases plus claires ont été posées, qui ont permis d'écrire un petit bout d'histoire des plus positifs pour la Suisse italienne en cette affaire.

Une fois de plus, c'est la perspective concrète ouverte par la mobilisation qui a fait la différence. Après des semaines et des mois de surplace inquiétant, il a suffi que le comité de grève montre avec détermination sa capacité de relancer une large mobilisation, pour que la direction des CFF accomplisse ce nouveau pas décisif, donnant des garanties claires, noir sur blanc.

Quels enseignements peut-on tirer de ces événements?

Nous pouvons affirmer sincèrement qu'une partie très difficile s'est jouée sur le fil du rasoir ! Par ailleurs, nous ne pouvions nous coucher sans livrer bataille et sans essayer de parvenir à un résultat nous permettant de dépasser la division (entre marchandises et voyageurs) et de passer ainsi le cap de la nouvelle année avec des perspectives concrètes allant au-delà de 2010, autrement dit après-demain. Notre stratégie a ainsi été fondée sur un soutien unitaire et compact apporté aux *Officine*, à la fois par les salariés et la population, toujours prêts, le 28 novembre comme auparavant, à s'engager dans la lutte aux côtés du comité de grève. Démonstration a été

ainsi faite qu'il n'est possible de s'en tirer qu'en comptant sur des certitudes: l'instinct, la vision claire de l'objectif à atteindre, le désir de justice, la volonté d'aller jusqu'au bout, autant d'ingrédients essentiels de la lutte qui lui donnent cette valeur ajoutée permettant de surprendre «l'adversaire». Une lutte dont, une fois de plus, la détermination a produit les résultats espérés, même si tout cela n'a pas été sans douleur.

J'imagine que les discussions au sein des *Officine* et du comité de grève pour donner ce nouveau signal de lutte n'ont pas été faciles. Peux-tu brièvement nous dire quelque chose à ce sujet, nous expliquer comment les salariés ont suivi ces derniers déroulements?

Comme à l'accoutumée, le comité a donné la priorité à l'information du personnel. Ainsi, nous avons convoqué une assemblée du personnel dans l'atelier de peinture, nous avons présenté les faits, laissé toute la place au débat et, enfin, d'un commun accord, nous avons pris la décision de nous rendre à Berne unis. Précisons que, contrairement à ce que nous avons pensé pendant la grève, les hiérarchies ont commencé à reconsolider leur position et à s'activer en respectant pleinement les nouvelles directives de la direction, perdant dangereusement de vue les objectifs pour lesquels nous combattons depuis des mois. La fatigue, les émotions, la peur et l'incertitude ont contribué – mais heureusement en partie seulement – à estomper les idées du mouvement et à affaiblir l'esprit ferme et combattif acquis au cours de la grève. Inutile de préciser qu'en face de nous ces dynamiques sociales sont parfaitement connues et que tout a été fait (comme s'il s'agissait de la mise en pratique d'un manuel en la matière) pour semer l'incertitude et le doute parmi les salariés afin de fragiliser l'élan unitaire et solidaire qui avait pris forme parmi eux. Aujourd'hui nous pouvons nous féliciter de l'échec de ces tentatives, nous pouvons aussi nous prévaloir du fait que la raison a pris le dessus et que le vendredi 28 novembre a remis les choses sur les rails !

Dans quelques jours, le comité de grève rencontrera la commission de gestion pour un premier examen minutieux de [l'initiative concernant la mise en place du pôle technologique](#). C'est une perspective qui sort renforcée de cette étape de la lutte, grâce notamment au fait que l'accord mentionne un intérêt des CFF à ce propos, ce qui permet de dépasser les oppositions et le scepticisme que d'aucuns cherchaient à amplifier ces dernières semaines. Que direz-vous à la commission de gestion?

Il s'agit d'un scepticisme explicitement manifesté, y compris par les politiques; à tel point qu'il a fallu attendre des mois avant que le mandat d'étude à la Haute école professionnelle de la Suisse italienne ne soit enfin donné... ce qui est chose faite depuis quelques jours seulement. À l'heure actuelle et sur la base des décisions du Conseil d'administration des CFF, l'initiative populaire et la pétition relatives au pôle technologique (munies respectivement de 15'000 signatures recueillies au Tessin et de 1000 signatures recueillies à Mesolcina aux Grisons) prennent l'importance qu'elles méritent. Le comité de grève a fait le nécessaire pour rencontrer la commission de gestion le 9 décembre et à cette occasion il sera l'interprète de la volonté populaire manifestée à travers la récolte de signatures qui a eu lieu en avril dernier. Il s'agit de donner un futur à la perspective de déployer, à moyen et long terme, non seulement la structure existante mais aussi, sur la base d'un mandat d'étude confié à la Haute école professionnelle, un développement ultérieur de l'emploi, fondé sur une réorientation des établissements existant à Biasca (les ex-*Officine* de Biasca).

Avec cet accord, comme cela a déjà été dit, les choses sont certainement plus claires et certaines garanties ont été données, mais il faut rester vigilant. D'autant plus qu'il y a de nouvelles échéances liées, au-delà des *Officine*, à tous les salariés des transports. Je pense notamment au renouvellement de la convention collective de travail (CCT) ou à des choix fondamentaux comme ceux que semble vouloir opérer l'entreprise Cargo. Comment envisagez-vous cela?

Évidemment la question du renouvellement de la CCT se pose de manière assez urgente et nous devons bien réfléchir à notre intervention. Les échéances que nous avons eu à affronter ne nous ont pas laissé le temps de nous occuper de ces questions dans les détails. Il est évident toutefois que nous devons intervenir en tenant compte de la force de négociation emmagasinée à travers

ces mois de mobilisations collectives, qui devra naturellement être reportée sur les autres salariés (y compris les intérimaires) du secteur.

* Article traduit du bimensuel du MPS-Tessin, *Solidarietà*, n°22, 4 décembre 2008. Voir aussi sur ce site les nombreux articles consacrés à cette lutte.

(7 décembre 2008)

Comment se préparer à affronter la concurrence patronale

Matteo Poretti *

Dans ces jours de fête pour la victoire quasiment historique obtenue par les salariés des *Officine* (les Ateliers des CFF de Bellinzona), il peut paraître étrange voire de mauvais goût de parler des menaces qui pointent à l'horizon. Si la signature de l'accord du 28 novembre dernier marque une date historique pour le mouvement ouvrier dans son entier, cela ne signifie pas pour autant que les forces qui avaient tout intérêt à (faire) fermer le site de Bellinzona aient renoncé à leurs objectifs. Et nous devons malheureusement constater que des signes inquiétants indiquent d'ores et déjà qu'une contre-offensive est lancée dans le but d'élever durement le degré de concurrence dans le secteur économique qui est celui des *Officine* de Bellinzona. C'est une dynamique qui s'inscrit dans la perspective de 2013, date à laquelle CFF Cargo SA peut, selon l'accord, décrocher définitivement de Bellinzona. Ces menaces sont à prendre au sérieux et doivent être intégrées à notre réflexion dès aujourd'hui.

La concurrence s'active envers et contre tout...

Le transport de marchandises sur rail et le ferroutage sont des secteurs en pleine expansion ; selon certaines estimations, la croissance pourrait atteindre 10% annuels. L'importance des commandes de nouveaux wagons à l'industrie de la construction mécanique ne semble pas démentir ces prévisions. Le cas échéant, les tâches de maintenance du matériel mobile augmenteront en conséquence, ce qui est du reste déjà dans la ligne de mire de plusieurs entreprises qui veulent se lancer à la conquête de nouvelles parts du marché. La tentative de fermeture des *Officine* de Bellinzona a mis à jour un plan clair et concerté. L'activité du site industriel de Bellinzona aurait dû être reprise par une *joint venture* privée, issue principalement de trois acteurs. Le premier était CFF Cargo SA, qui se libérait ainsi de la gestion directe des *Officine* et, surtout, qui obtenait de la sorte les mêmes prestations à des coûts inférieurs, ceux du secteur privé. Cette solution *avantageuse* aurait renforcé CFF Cargo dans sa transformation progressive en une société commerciale du secteur du transport de marchandises. Le second acteur était la société Ferriere Cattaneo SA de Giubiasco, le troisième était l'argovienne Josef Meyer Transport Technology AG, toutes deux prêtes à prendre en charge le surcroît de travail apporté en dot par CFF Cargo SA, s'insérant ainsi dans ce qui est pour elles un nouveau créneau rentable. Après le premier sauvetage des *Officine*, les trois larrons ne se sont pas perdus dans des états d'âme et se sont aussitôt retournés vers un projet alternatif. Dès le mois de juin, Aleardo Cattaneo annonçait la décision de principe de créer – avec l'inséparable Josef Meyer Transport Technology – une structure destinée à la maintenance des wagons marchandises privés. Et depuis quelques jours une nouvelle a été confirmée: un important centre de maintenance des wagons marchandises, plus particulièrement des wagons porte-containers (les wagons-poche), entrera en fonction en 2010, le long de la transversale ferroviaire Nord-Sud, probablement sur territoire italien.

En juin Cattaneo excluait toute intention de concurrencer les *Officine* de Bellinzona: «Que cela soit dit une fois pour toute, nous ne voulons pas entrer en compétition avec les *Officine*» [1]; aujourd'hui toutefois le contraire semble s'imposer. En effet, le projet mis en avant entre en concurrence directe avec les *Officine*, ce qui apparaît clairement à la lumière de certains faits récents.

Premièrement, le projet du duo Cattaneo & Meyer vise à élargir leurs activités à un domaine où l'entreprise de Giubiasco, il faut le rappeler, n'était pas active précédemment. Un choix qui limitera nécessairement le rayon d'action des *Officine*, notamment lorsque le site industriel de Bellinzona devra trouver de nouveaux clients et diversifier ses activités, c'est-à-dire au moment où le contrat avec son ex-proprétaire CFF Cargo SA arrivera à terme en 2013. Deuxièmement, le nouveau centre privé de maintenance affaiblit le projet de création d'un pôle technologique-industriel public, mis en avant par les salariés des *Officine* à travers leur initiative. L'augmentation

du volume de marchandises transportées sur rail et la subséquente augmentation du volume d'activité dans la maintenance justifient la création d'un tel pôle construit autour des *Officine*. C'est un projet public qui pourrait réellement fonctionner et déranger plusieurs sociétés privées actives dans ce secteur, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Du coup, la meilleure manière de le *saboter* est d'occuper le terrain préventivement, en acquérant de nouveaux clients, en se spécialisant dans de nouveaux segments productifs, de manière à couper l'herbe sous les pieds au projet de pôle et à fournir ainsi aux politiques des arguments en faveur de l'abandon ou d'un sévère redimensionnement du projet. Autant de manœuvres et d'alliances qui annoncent un durcissement de la concurrence directe et indirecte que vont devoir affronter les *Officine* et dont les conséquences pourraient peser lourd à très court terme.

L'entreprise Hupac s'éloigne de Bellinzona

Ces dernières semaines Hupac SA – de Chiasso, une des principales entreprises de ferroutage (rail-route) à travers les Alpes [2] - a fait sensation, en annonçant dans la presse son intention de revoir le contrat qui la lie aux *Officine* pour la maintenance de la totalité de ses wagons. À partir de 2009 le contrat sera ainsi diminué de 50%, ne laissant plus que 115 à 150 wagons (sur 230) aux soins des ateliers de Bellinzona. Le mandat de Hupac représente quelque 12% du chiffre d'affaires des *Officine*, soit 18 millions de Francs. La perte financière s'élèvera entre 6.5 et 9 millions. Dans les deux cas, ce sera extrêmement dur à encaisser.

Hupac se justifie par des arguments douteux. Le principal est que «en tant qu'entreprise privée, nous ne pouvons continuer à attribuer à Bellinzona la maintenance du matériel qui circule sur l'axe est-ouest et qui représente la moitié de nos transports»[3]. Précisons que l'axe est-ouest représente nettement moins que la moitié des mouvements de la société de Chiasso. En effet, en 2007, le «trafic transalpin» (effectué presque intégralement à travers la Suisse) représentait le 70% du trafic total enregistré par Hupac, tandis que le «trafic non transalpin» atteignait 30%, avec toutefois une quote-part de 35% pour les transports de et vers la Suisse[4]. Sur le fond, la raison de cette remise en question contractuelle réside dans la volonté de Hupac de «rationaliser les coûts en économisant près de 5 millions annuels» [5]. Pour parler en termes réels, il s'agit en définitive de trouver un prestataire ayant des prix plus bas que ceux des *Officine*, c'est-à-dire un prestataire à même d'exploiter davantage la force de travail. Hupac a donc opté pour un transfert de sa maintenance vers la puissante entreprise allemande AAE (Ahaus Alstätter Eisenbahn AG) [6], qui a déjà annoncé qu'elle va sous-traiter ce contrat. Il n'est pas à exclure que AAE s'adressera, pour cette sous-traitance, aux *Officine*. A quelles conditions ? On peut raisonnablement supposer qu'elles seront inférieures à celles obtenues dans le cadre du contrat qui liait ces dernières à Hupac, dans la mesure où le géant allemand voudra tirer profit de cette opération, en jouant sur la différence entre l'ancien et le nouveau contrat. De cette manière, même si AAE s'adresse aux *Officine* pour signer un nouvel accord de sous-traitance, la situation ne peut que préoccuper les salariés de Bellinzona. D'une part, cette sous-traitance représenterait une perte soudaine non négligeable, d'autre part il est fort probable que ce sera là une situation provisoire, qui changera fondamentalement avec l'entrée en fonction du centre opérationnel de Cattaneo & Meyer, et enfin le changement sera encore plus problématique lorsque le patron actuel, CFF Cargo SA, deviendra client des *Officine* en 2013.

Présent et futur de CFF Cargo

L'accord qui rend possible le passage des *Officine* de Bellinzona à la division Passagers des CFF prévoit, notamment, que les *Officine* fournissent, dans les quatre années à venir, l'équivalent du 70% de leur volume d'activité pour la division Passagers. Ce lien étroit, au sujet duquel il faudra être des plus vigilants, n'exclut aucunement que CFF Cargo d'un côté donne ainsi du travail aux salariés de Bellinzona, tandis que de l'autre côté elle prépare les conditions de nouveaux rapports effectifs dès l'échéance de 2013 contenue dans l'accord. De nouveaux rapports définis alors que CFF Cargo n'aura d'autre contrainte que d'agir comme un client quelconque, libre de mandater qui elle veut et selon ses propres critères. Certaines décisions récentes semblent indiquer que CFF Cargo SA s'oriente d'ores et déjà vers ce type de scénario. Nous nous référons ici en particulier au choix de Hupac SA de revoir à la baisse le contrat la liant aux *Officine*. L'opération n'a pu avoir lieu qu'avec le consentement tacite des CFF, dans la mesure où il est

difficile de croire que le conseil d'administration de Hupac aurait pris une telle décision contre l'avis des CFF, qui sont un actionnaire de référence essentiel. En effet non seulement les CFF contrôlent le 23,85% du capital-actions de Hupac SA, soit 4,77 millions de francs sur un total de 20 millions, mais en outre il s'agit d'une participation stratégique si l'on tient compte du fait que le reste du capital est partagé entre 99 actionnaires. Il en va de même pour le transfert d'une partie de la maintenance vers AAE et sa possible sous-traitance. D'autant plus que AAE et CFF Cargo sont en étroites relations d'affaires: la première loue quelque 600 wagons à la seconde, wagons dont la maintenance est assurée par les *Officine*. Que se passera-t-il à ce sujet après 2013 ? Rappelons que AAE est spécialisée dans la maintenance de wagons au niveau européen. Qu'est-ce qui nous empêche de penser qu'à l'échéance du contrat liant les *Officine* à CFF Cargo, cette dernière confie la sous-traitance de la totalité de son parc wagons à l'entreprise allemande ayant son siège à Baar (Zoug), l'AAE ? Cette dernière ne pourrait-elle pas alors déléguer partiellement ou intégralement cette activité à un centre de maintenance proche de la frontière méridionale ? Par exemple celui que sont en train de mettre sur pied Cattaneo & Meyer... Un choix que pourrait suivre Hupac, qui se targue d'avoir des rapports privilégiés avec la société Cattaneo de Giubiasco. Précisons que les Ferriere Cattaneo SA ont construit environ 200 wagons pour Hupac ces dernières années et que les deux sociétés collaborent à la mise au point d'un projet de nouveau modèle de wagon à haute capacité de charge. Rien de plus logique, donc, que de voir cette collaboration se prolonger dans le domaine de la manutention.

Pour conclure

Le plus important, dans les lignes qui précèdent, n'est pas de savoir si les problèmes et les questions que nous posons ne se réalisent que plus tard ou que partiellement voire si certaines de nos hypothèses sont discutables ou erronées. Le plus important est qu'incontestablement la contre-offensive patronale va passer par la concurrence et qu'il est indispensable de préparer une riposte. Dès lors, la défense et le renforcement des *Officine* passe par le fait que l'initiative sur le pôle technologique-industriel public devienne *rapidement* un projet concret. Autrement dit, nous devons amener à l'élaboration de ce projet ce qui a constitué jusqu'à ce jour les forces décisives du mouvement: l'intelligence pratique et analytique des salariés, leur capacité à assumer un rôle moteur dans la mobilisation sociale, dans la défense des postes de travail et du service public. C'est là un *capital* que nous devons mettre à profit...

* Article traduit du bimensuel du MPS-Tessin, Solidarietà, n°22, 4 décembre 2008.

[1.](#) La Regione, 12 juin 2008.

[2.](#) Avec le 60% de parts de marché Hupac SA est le principal transporteur dans le ferroutage sur l'axe du Gothard et le numéro deux européen dans ce domaine.

[3.](#) Corriere del Ticino, 13 novembre 2008.

[4.](#) Cf. Hupac SA, Rapport de gestion 2007, Lugano, 11 avril 2008, p. 17.

[5.](#) Corriere del Ticino, 13 novembre 2008.

[6.](#) AAE est la plus grande société européenne privée du domaine du transport de marchandises sur rail, sa principale activité consistant dans la location de son parc de 23'000 wagons marchandises et dans les services de maintenance.

(10 décembre 2008)

Une grève aussi pour les femmes

Une confrontation sur leur rôle dans la lutte aux Ateliers CFF de Bellinzone

Stefano Guerra *

«*Elle, on l'entend peu*» ; «*la femme vit sa propre dépendance de l'homme et de son travail de manière extrême*» ; «*la femme n'est pas nécessairement convaincue du bien fondé de la grève*», donc ses questions «*tourmentent, ne laissent aucune trêve*»: «*deux mondes commencent à se diviser dans l'intimité*». Ce sont des affirmations comme celles-ci, contenues dans un chapitre du livre d'Hanspeter Gschwend – *Streik in Bellinzona*, Huber Verlag, octobre 2008 – sur la grève aux Ateliers CFF de Bellinzone (...) à avoir fâché les femmes (cinq femmes de travailleurs en grève plus une «externe») qui ont mis par écrit leur colère. Elles dénoncent «*un acte de diffamation gratuite*», stigmatisant «*des mots qui sont encore une fois dénigrants pour les épouses et les femmes*», lesquels «*forment un pétrin stagnant de clichés erronés et dépassés*». Dans les lettres envoyées aux quotidiens et périodiques tessinois – publiées ensuite par le bimensuel *Solidarietà* (...) – les femmes revendiquent une appartenance à cette expérience [de lutte] et, au fond, à être des femmes au-delà du rôle d'épouses. Il s'agit d'une appartenance que Hanspeter Gschwend n'aurait pas pleinement reconnu selon elles. Bien plus: qu'il aurait enfin dénaturé.

Stefano Guerra: Hanspeter Gschwend, vous avez été surpris par cette réaction ?

Hanspeter Gschwend: Je dois vous avouer que oui. Ce n'était pas de mon intention de blesser quiconque, et pas non plus d'en sous-estimer le rôle. Peut être que je n'ai pas réussi à bien m'exprimer, mais j'ai cherché à donner une image la plus équilibrée possible de la femme pendant la grève. J'aimerais aussi dire que, selon moi, ce chapitre est un éloge des femmes, pas un dénigrement. J'écris, en effet, qu'elles ont eu un rôle plus difficile que les hommes, parce qu'elles ont dû lutter sur deux fronts: d'une part, en soutenant leurs maris et, d'autre part, par leur engagement à ce que la vie quotidienne continue [au foyer]. Ce double rôle est résumé dans la phrase citée à la fin du chapitre, celle d'une femme [Augusta Bellini] qui a dit au correspondant de la radio DRS [suisse alémanique]: «*Nous sommes disposées à nous défendre comme une mère de lion*».

Stefano Guerra: Dans leurs lettres envoyées à la presse, les femmes vous ont accusé, entre autres, d'avoir écrit un livre «*sans respecter la réalité des faits*», d'avoir généralisé de manière superficielle, d'avoir créé «*un amas stagnant de clichés erronés et dépassés*». On se demande donc quelles sont vos sources. Avez-vous discuté avec combien et quelles femmes ?

Hanspeter Gschwend: Je ne sais pas vous dire combien de femmes ont discuté avec moi, mais ce n'est pas important. Ce qui compte ce ne sont pas les chiffres, mais plutôt la qualité. J'ai récolté des informations à plusieurs niveaux: directement aux [Ateliers], en discutant avec des gens (c'est vrai, surtout avec des hommes: parce qu'il y avait presque seulement des hommes), avant et après les assemblées des travailleurs.

Augusta Bellini: Moi j'étais souvent [aux Ateliers], mais vous ne m'avez jamais parlé...

Hanspeter Gschwend: Je sais, mais je ne l'ai pas fait exprès. Tout simplement, du fait que c'étaient les hommes à être au front, je me suis adressé surtout à eux. Cependant j'ai parlé longtemps avec une femme, Morena Carelle [secrétaire du syndicat Transfair, membre de la direction de grève], qui était très critiquée. Elle disait que cette grève était une «*Männergeschichte*» [histoire d'hommes]. Ensuite j'ai discuté lors d'autres occasions (par exemple sur le train pour aller à la manifestation) avec des femmes.

Augusta Bellini: Vous avez dit, à la radio, que vous ne comprenez pas ce que nous écrivons...

Hanspeter Gschwend: Je pense qu'il s'agit d'un malentendu.

Giuliana Grassa: Je ne peux pas mal interpréter des mots mis par écrits. Un discours oui, mais les mots mis par écrits non. Le problème est que nous avons été bannies. Si le livre n'avait pas existé, rien n'aurait changé. Bien au contraire. La dimension familiale reste de toute façon omniprésente pendant toute la grève. Il suffit de penser au slogan «Giù le mani dal nostro papà» (Bas les pattes de mon père) ou aux références continues, lors des interventions (y compris du comité de grève), à la dimension «privée» des événements. Qu'est-ce qui vous dérange en ce qu'a écrit Hanspeter Gschwend ?

Augusta Bellini: Il a écrit que nous embêtions notre mari lorsqu'il rentrait à la maison le soir. Ce qui n'est absolument pas vrai.

Stefano Guerra: Dans le chapitre discuté, il est aussi écrit que cette réalité n'était pas vécue par toutes les familles.

Giuliana Grassa et Augusta Bellini: Mais, il est écrit que la plupart des familles en étaient concernées.

Stefano Guerra: Vous lui reprochez d'avoir généralisé ?

Saida Cozzaglio: C'est un archétype de femme qu'il décrit [dans son livre]: notamment celui de la femme qui supporte le monde sur ses épaules. Chacune de nous a différentes sensibilités. Moi-même, par exemple, je n'ai pas vécu cette grève comme épouse, mais aussi comme femme et comme porte-parole [du Parti Communiste, section tessinoise du Parti du Travail/Parti Ouvrier Populaire]. Dans le film de Danilo Catti, la femme est aussi représentée de manière incomplète et mauvaise. Seul l'aspect féminin est mis en avant, alors que, dans la lutte, il y a une dimension cachée, moins visible, que ne réduit pas à prendre le microphone pour parler. Cette dimension n'apparaît pas dans le film ou dans le livre.

Hanspeter Gschwend: Regarde: j'ai écrit aussi que les femmes «*se soutiennent les unes avec les autres et reviennent pour encourager leurs maris*». Il s'agit de femmes qui luttent comme les hommes, mais avec une façon qui est la leur. C'est le cas de l'épouse d'Ivan Cozzaglio, par exemple. Je ne sais pas qu'est-ce qui vous manque...

Giuliana Grassa: «*Reviennent pour encourager [leurs maris]*»: c'est comme si à des moments nous encourageons, tandis qu'à d'autres pas.

Stefano Guerra: Vous n'avez pas eu ces moments de doute et de «faiblesse» ?

Giuliana Grassa et Augusta Bellini: Non. Absolument pas. Jamais

Giuliana Grassa: Je ne dis pas que ce qui écrit Hanspeter Gschwend ne soit pas une partie de la réalité, mais ce n'est [justement] qu'une partie de la réalité. Le fait que les 420 travailleurs soient pratiquement tous considérés des héros... ce n'est pas la réalité. Et que les femmes soient toutes jugées comme des personnes... qui préféreraient le Noa [programme de placement des CFF] lors de la grève, ce n'est pas vrai. Chez moi, à la maison, on en n'a jamais parlé. Vous pouvez nous reprocher d'assumer une position minoritaire. Certes, mais nous sommes 26 dans le groupe «Officina donna», et personne de nous n'a jamais pensé à cette solution.

Hanspeter Gschwend: Nous avons des divergences sur la manière de voir les choses. Selon moi, il est plus difficile et plus humain de voir les choses de manière différente. Ce que j'ai essayé de dire, c'est que les femmes avaient une autre vision des événements. Je n'ai pas écrit que les femmes disaient aux hommes d'accepter le Noa. Selon moi, qui, comme elles, pensait à deux issues possibles de la grève (un succès ou une défaite), certains manifestaient une tendance à réfléchir plus, par rapport à ceux qui se mettaient sur une estrade pour crier: «*Résister, résister, résister !*».

Giuliana Grassa: Bien au contraire, vous savez ce que nous pensions ? Que s'il fallait «tomber» [être battus], on serait «tombés» tous et toutes, mais debout.

Augusta Bellini: Oui, ceci est la réalité.

Hanspeter Gschwend: C'est aussi ce qu'on peut lire dans le livre, notamment par la citation de Gianni Frizzo...

Giuliana Grassa: Mais ce n'est pas la même chose que nous le disions nous-mêmes !

Saida Cozzaglio: Je ne veux pas être portée au compromis, mais chacun voit les choses d'après sa propre sensibilité. Il est donc logique et humain que chacun veuille écrire l'histoire comme il l'a vécue. Chacun de nous en assume la responsabilité. Il y a une autre chose que je souhaite dire: les femmes sont plus facilement prises comme bouc émissaire.

Hanspeter Gschwend: Dans ce chapitre, j'ai voulu mettre en relief le rôle difficile des femmes pendant la grève, en montrant les aspects positifs et cachés auxquels les médias ne faisaient pas allusion

Giuliana Grassa: Si vous aviez placé «certaines» devant le terme«épouses», cela aurait été différent. Parce qu'on aurait compris que [dans le chapitre] on parle d'une partie des femmes [seulement]. Il est possible que cette partie ait existé: moi je n'ai pas connu toutes les femmes, mais surtout celles du groupe [«Officina Donna»], une trentaine donc...

Stefano Guerra: Dans le chapitre en question, les femmes sont presque toujours des «épouses», tandis que les hommes sont presque des hommes et rien d'autre, rarement des maris. En le lisant, on en déduit que restent dans la pénombre non seulement la «force» de la femme (qui n'était pas résignée et qui s'exprimait également dans la lutte en dehors de la famille, comme vous écrivez d'ailleurs), mais aussi la souffrance de l'homme (lequel n'était pas seulement celui qui montrait sa force dans les ateliers, mais aussi une personne touchée par les doutes et les tourments, dont l'origine n'est pas forcément liée à l'épouse).

Hanspeter Gschwend: De la souffrance de l'homme, j'en parle dans une autre partie du livre. Et puis, j'ai répété à plusieurs reprises: ce n'était pas de mon intention de sous-estimer le rôle des femmes dans la grève, bien au contraire. Selon moi, une femme qui a vécu et souffert, qui a été traversé par des doutes (je n'ai jamais écrit «*qu'elle s'était résignée*»), cela est bien plus «héroïque» que ce qui transparaîtrait en mettant en évidence une seule facette. Dans le livre on trouve la différence. Et de mon point de vue, la femme telle que je l'ai décrite dans la première partie du chapitre, représentait la majorité: j'en suis convaincu.

Augusta Bellini: À moi, il me semble que vous n'avez pas vu les femmes. Probablement, vous ne les avez pas cherchées.

Hanspeter Gschwend: Je l'avoue. J'ai parlé avec des femmes, mais ne suis pas allé les chercher. Mais il faut bien constater que les personnes qu'on rencontrait lors la grève, c'étaient des hommes.

Giuliana Grassa: Je ne le mets pas en doute. Je me limite à faire le point sur ce que vous avez écrit de nous-mêmes. Je m'étais réjouie de la sortie de ce livre et l'avais même commandé avant sa parution. Et puis je l'ai lu avec une grande déception.

Saida Cozzaglio: Moi-même non. Je ne me suis pas étonnée du contenu du livre et pas non plus du film [«Giù le mani !» de Danilo Catti]

Giuliana Grassa: Les deux femmes qui pleurent dans le film ne m'ont pas dérangé outre mesure. Ce n'est qu'après la lecture du livre que cette question m'a beaucoup gêné. Une femme

qui pleurait était toujours venue aux réunions, avait toujours pris la parole sans pleurer. Mais le réalisateur a choisi de montrer ce moment-là.

Stefano Guerra: Cette souffrance existait aussi. Comment on pouvait ne pas la montrer ou ne pas l'écrire ?

Augusta Bellini: Il y a les deux côtés [la souffrance et la force]. Moi-même aussi j'ai pleuré et me suis émue. Mais ce n'était pas une raison pour ne pas lutter. Les femmes qui pleurent ne me dérangent pas, mais nous ne sommes pas seulement des femmes qui pleurent.

Hanspeter Gschwend: Selon moi, ceci est le chapitre le plus humain sur le fond, celui qui se distingue le plus des autres. Ce que j'ai décrit ce n'est pas le portrait d'une femme faible: ici on ne parle pas de faiblesse mais de force. Après avoir lu vos lettres, je me suis demandé si vous aviez raison. J'en ai parlé aussi avec d'autres femmes qui ont lu le livre, et elles n'ont pas eu la même réaction. J'avoue toutefois que si ces réactions m'étaient parvenues à temps, j'aurais rédigé autrement ce chapitre: non pas sur le fonds, mais plutôt en mettant en exergue certaines différences. (Traduction A *l'Encontre*)

* * *

Ont participé à la discussion:

Hanspeter Gschwend: 63 ans, journaliste et écrivain, vit à Roveredo (Grisons italien). Auteur du livre «Sciopero a Bellinzona. Il cantone si rivolta» (Grève à Bellinzone. Le canton se révolte).

Saida Cozzaglio: 38 ans, assistante en gériatrie, vit à Biasca. Son mari Ivan, membre du comité de grève, travaille dans les Ateliers CFF de Bellinzone depuis 1989.

Giuliana Grassa: 45 ans, auxiliaire dans un pressing, vit à Muralto. Son mari Franco travaille dans les Ateliers CFF de Bellinzone depuis plus de quinze ans.

Augusta Bellini: 46 ans, auxiliaire postale, vit à San Vittore. Son mari Marco travaille dans les Ateliers CFF de Bellinzone depuis 1979.

* Cet article a été publié dans le bimensuel *Solidarietà* du MPS-Tessin et mis en en forme par Stefano Guerra.

(31 janvier 2009)

Plate-forme [1]

Les possibilités dont les salarié-e-s disposent pour défendre leurs places et leurs conditions de travail face aux attaques patronales de plus en plus nombreuses, plus dures et plus perfides, dépendent dans une large mesure de leur capacité à s'organiser entre eux sur leurs lieux de travail de façon démocratique et transparente pour la défense collective de leurs intérêts.

Les travailleurs des Officine de Bellinzona l'ont démontré au printemps 2008 de façon convaincante en défendant leurs emplois par une grève de 35 jours dont eux seuls étaient les maîtres. Et ils continuent depuis la reprise du travail à prouver jour après jour que c'est l'unique moyen dont les salarié-e-s disposent pour empêcher la partie patronale d'imposer son point de vue.

Origine

L'idée du réseau pour un mouvement combatif des travailleuses et travailleurs émane du comité « Giù le mani » qui appuie les travailleurs des Officine de Bellinzona depuis des années. La démarche a été lancée à la fin du mois de mai 2008 lorsque la direction des CFF a abandonné son plan de restructuration de l'unité d'entretien de Bellinzona sous la pression des travailleurs en grève. Cette démarche a permis depuis lors d'organiser un premier Forum le 31 mai 2008 à Bellinzona et un deuxième le 20 septembre 2008 à Rodi. Chacune de ces rencontres a réuni plus de 200 participants. De plus, des comités de solidarité se sont constitués dans plusieurs villes en tant que partie intégrante du réseau.

Objectif

Le réseau pour un mouvement combatif des travailleuses et travailleurs veut encourager des salarié-e-s, des syndicalistes actifs et des groupes solidaires à s'entraider dans les domaines suivants :

- celui de l'acquisition d'une meilleure capacité à s'organiser sur les lieux de travail pour la défense collective de leurs intérêts (échange d'expériences et soutien des efforts d'organisation),
- celui de la compréhension des différentes facettes de l'attaque patronale en cours (information et analyse),
- celui du travail de solidarité et d'échange avec les salarié-e-s qui sont engagés dans des luttes collectives de défense de leurs intérêts sur le territoire suisse ou à l'étranger en rapport avec des entreprises suisses.

Voilà de quelle façon le réseau soutient l'autoorganisation et l'autodétermination des travailleuses et des travailleurs. Le réseau ne se comprend ni comme un ou plusieurs courants d'opposition au sein des syndicats existants, ni comme une alternative à ces syndicats.

Accès au réseau

Celles et ceux qui désirent s'y joindre sont invités à

- se coordonner sur le plan local pour mener les activités qui leur paraissent utiles en conformité avec l'objectif du réseau,
- échanger avec les autres membres du réseau à l'échelon local et national sur les problèmes qui se posent aujourd'hui aux salarié-e-s,
- coordonner leurs actions de solidarité avec des luttes ouvrières en cours.

Quiconque partage les objectifs du réseau peut s'y joindre de différentes manières.

1. Projet de texte, janvier 2009

Quand Unia veut liquider les *Officine*

Pino Sergi *

«Nouvelle tourmente dans le syndicat Unia». C'est en ces termes que *Ticinonews*, le portail Internet de la télévision régionale Teleticino (voir aussi «[Dix questions à UNIA](#)»), le soir du 27 juin 2009, mettait en ligne une cascade de nouvelles, de commentaires et d'entretiens qui par la suite – le week-end et le lundi 29 – ont occupé une place dans les médias tessinois. Le lundi 29 au soir, le coprésident d'Unia, Renzo Ambrosetti, se devait d'intervenir, à la télévision tessinoise, sur «la situation d'Unia au Tessin». L'information la plus importante était la suivante: Gianni Frizzo, le dirigeant historique de la célèbre grève des *Officine* – Ateliers CFF Cargo de Bellinzone –, n'a pas été réélu au comité de la section Unia de Bellinzone Biasca et Moesa dont il était le président depuis un an. Avec lui ont été exclus du comité tout le groupe qui appartenait au comité de grève des *Officine* et d'autres membres sortants (parmi lesquels Ugo Sartore, président avant le mandat de Frizzo).

Une manœuvre préparée avec soin

Si cette décision avait été prise comme résultat d'un débat ouvert, clair, sur des positions divergentes, etc., la résolution de l'assemblée d'Unia ne pourrait évidemment pas être contestée.

Mais tout ce processus décisionnel s'est développé dans un contexte où ont été violées toutes les normes les plus élémentaires de la démocratie et de la «bienséance» syndicale.

Il suffit de rappeler, pour faire exemple, que les normes réglementaires habituelles qui prévoient qu'il appartient au comité de section sortant de préparer l'assemblée (ordre du jour, candidatures, résolutions, etc.) ont été totalement non respectées. De fait, le comité de section a été «suspendu» en quelque sorte depuis le mois de janvier 2009. Pour rappel, le règlement prévoit que c'est le secrétaire de section – en l'occurrence il s'agit de Saverio Lurati, déjà en conflit avec des animateurs clés de la grève – qui doit convoquer le comité. Il suffit qu'il ne le fasse pas pour que ce dernier, de fait, ne puisse se réunir.

Par contre, peu de jours avant l'assemblée du vendredi 26 juin, une série de «plus que fidèles» – et de «convertis» de la dernière heure – ont été convoqués par des fonctionnaires et des secrétaires d'Unia dans le but de préparer la «stratégie électorale» à appliquer au cours de l'assemblée statutaire.

Et cette stratégie a eu des traits similaires à celle en usage dans les pires des assemblées de partis ou de syndicats qui répètent les pires traditions du dit mouvement ouvrier. Ainsi, le «choix» a été fait de façonner un noyau de travailleurs, gagnés à l'idée de s'opposer à Frizzo, noyau que l'appareil fait participer à l'assemblée pour s'assurer un vote «en bloc». Pour ces «délégués choisis» avait été préparé un fac-similé de bulletin de vote où étaient indiqués les candidats qu'il fallait désigner lors de l'élection au comité de section. Malgré la grande prudence, quelque chose n'a pas fonctionné ; le pot aux roses – la distribution de «pizzini» [1] – a été découvert. Le site de *Ticinonews* a d'ailleurs publié un de ces «pizzini», comme les a qualifiés Gianni Frizzo. Les candidats «sélectionnés» sur le fac-similé ont été, même pas en le voulant tous eux-mêmes de manière expresse, les mêmes qui ont été élus au comité de section !

Au cours de toute la semaine passée, l'ensemble de l'appareil syndical d'Unia Bellinzone – avec l'appui d'autres sections – a travaillé pratiquement à temps complet pour obtenir cet objectif.

Il est inutile d'ajouter que, en dehors de l'élection, le reste de l'assemblée s'est passé sans histoire. Les présents n'étaient absolument pas, dans leur grande majorité, intéressés aux autres thèmes. Ils n'avaient pas été réunis pour discuter de l'avenir du syndicalisme ou des actions syndicales, mais pour voter d'une certaine façon. Il suffit de faire référence aux trois interventions du secrétaire Saverio Lurati – l'une sur la mobilisation nationale prévue pour le 19 septembre,

l'autre sur la campagne contre le projet de prolongation des heures d'ouverture des magasins, la dernière sur la crise économique – et au fait qu'elles n'ont suscité aucune intervention des présents, à l'exception de certains travailleurs des Officine, pour saisir la fonction et l'ambiance de cette réunion.

Le cercle se ferme

Comme un certain nombre de personnes s'en rappellent, les tensions au sein d'Unia Tessin ont commencé à s'exprimer à la fin de l'année passée. Puis, elles se sont accentuées au début de l'année 2009. Prenant pour prétexte une série de discordes à l'intérieur de la section Unia de Bellinzone, la direction régionale d'Unia a lancé une véritable campagne contre la direction de la section Unia Bellinzone. Cette campagne, avec la complicité de la direction nationale d'Unia, a abouti à la suspension de trois permanents: Matteo Pronzini, Siro Petruzzella et Teresa Guarna. Des accusations générales de mobbing ont été faites à leur rencontre. Ces accusations étaient si générales que, y compris lors de l'assemblée du vendredi 26 juin, face à une question précise, le coprésident d'Unia, Renzo Ambrosetti, devait admettre, comme le rapportent d'ailleurs divers journaux tessinois, qu'il «n'existait aucune accusation de mobbing contre Matteo Pronzini».

Prenant appui sur une campagne interne véritablement orchestrée, une épuration de la direction de la section de Bellinzone a été organisée. Ainsi, Matteo Pronzini a été «promu» à Berne – autrement dit, évacué par le haut. Siro Petruzzella a été réintégré, mais pratiquement privé de toutes les tâches dont il était responsable dans le passé. Teresa Guarna était destinée à une autre fonction qui reste encore à définir aujourd'hui.

Saverio Lurati, secrétaire général du Tessin, prenait ad interim (jusqu'à la fin de 2010) la responsabilité du secrétariat de la section de Bellinzone. Lurati commença le processus de normalisation qui s'est conclu avec l'assemblée du 26 juin et l'éviction de Gianni Frizzo et de ses camarades.

En quoi consiste cette normalisation ? On peut la résumer en quelques mots. Il s'agit de liquider la tentative de construire dans le cadre de la section Unia Bellinzone – et précédemment dans celui du SIB – un syndicalisme de classe, un syndicalisme de mouvement social, démocratique, conflictuel, ayant des traits antagonistes face au capitalisme. La grève des Officine – après celle de la construction (au printemps 2008) et celle d'Alpransit (en 2007, puis à Faido et Sedrun en 2008) qui avaient démontré que leur point fort se situait sur le terrain où intervenait la section d'Unia Bellinzone – avait apporté une contribution essentielle pour rendre crédible et renforcer cette orientation syndicale. Ces mobilisations plaçaient dans l'ombre les options et le rôle des appareils syndicaux traditionnels, redonnant une voix et un pouvoir à un syndicalisme des travailleurs et des travailleuses.

Nous avons cherché à expliquer ces questions de fond à l'occasion des «conflits internes» d'Unia au début de l'année 2009. Raison pour laquelle nous soutenions qu'il ne s'agissait pas de batailles de pouvoir à l'intérieur de la bureaucratie, mais d'un affrontement clair de deux conceptions en termes de stratégie de politique syndicale.

Aujourd'hui, après l'assemblée du 26 juin et l'éviction de Gianni Frizzo ainsi que de ses camarades, tout est devenu clair et évident pour tous et toutes au Tessin.

Tristesse «anticapitaliste»

Nous concluons ce bref article – nous porterons par la suite à la connaissance des lectrices et des lecteurs le texte plus complet de Matteo Pronzini lu par Gianni Frizzo à l'occasion de l'assemblée du 26 juin – avec une note ayant trait aux implications politiques de ces incidents. En particulier, ici, nous indiquerons celles qui ont trait à des militants qui se réclament du socialisme révolutionnaire et proclament une orientation «anticapitaliste».

Malheureusement, les artificiers et les manœuvres de cette sombre opération décrite ci-dessus appartiennent au collectif anticapitaliste, qui est membre de la Gauche anticapitaliste. Il s'agit de cinq camarades actifs dans le syndicat Unia et qui ont rompu il y a quelques mois avec le Mouvement pour le socialisme au Tessin.

De manière déplorable, ce sont eux (à commencer par Enrico Borelli qui écrit dans les colonnes de la feuille ayant pour nom L'Anticapitaliste) qui ont organisé la campagne contre Matteo Pronzini et Siro Petruzzella, puis, actuellement, l'évincement de Gianni Frizzo et avec lui la dépossession de l'expérience de lutte des Officine au sein d'Unia. Ce sont eux qui ont choisi les «délégués» prêts à faire le travail et qui ont distribué les «pizzini» (fac-similés) portant les indications de vote, etc.

Voilà assurément une action et une activité qui révèlent plus qu'on ne pourrait le penser le contenu effectif la position fonctionnelle (dans le syndicat) et politique de ceux qui, tous les jours, trouvent un bouc émissaire accusé par eux d'opportunisme, de capitulation, d'alliance avec «la gauche complice de la droite», de recul, de trahison des intérêts des travailleurs. Cette alliance active passée avec la bureaucratie syndicale corrompue est, en fait, emblématique d'un double langage et d'une double pratique, propres à toute bureaucratie qu'elle soit en devenir ou déjà établie. Les voilà des associés et des partenaires de ceux qui traduisent et mettent en pratique les pires traditions de la bureaucratie syndicale, les Renzo Ambrosetti & Cie.

Nous pouvons comprendre – au plan humain, social et salarial – qu'ils ont «aussi leur famille». Mais nous avons aussi le droit d'exprimer notre tristesse face à une des pages les plus honteuses de la brève histoire de ce que, par commodité, nous qualifierons de «gauche radicale».

Nous ne pouvons que rappeler à ceux qui s'auto-définissent anticapitalistes les termes qu'a utilisés Gianni Frizzo pour commenter cet épisode affligeant à la télévision: «Pour moi, c'est une grande déception que les directions nationale et cantonale d'Unia sont en train de détruire les espérances de ces travailleurs. Ces directions créent des espoirs chez les travailleurs en les mobilisant dans la rue avec des sifflets et des drapeaux. Mais, par la suite, ces directions ne résolvent pas les problèmes à la racine. Quand je parlais avec Andreas Meyer, patron des CFF, je savais qui j'avais en face [qui je devais combattre] ; aujourd'hui, je ne sais pas ce que je dois combattre.»

* Rédacteur du bimensuel *Solidarietà*, organe du MPS Tessin.

1. Le terme «pizzini» renvoie à la pratique de la mafia sicilienne. Il s'agit de petits billets au moyen desquels, avec des indications cryptées, les chefs de cette organisation criminelle transmettent des jugements et des ordres à leurs membres.

(30 juin 2009)

«Pour un autre syndicalisme»

Entretien avec Gianni Frizzo

Nous publions ci-dessous un entretien avec Gianni Frizzo [paru dans le bimensuel *Solidarietà* en date du 9 juillet 2009]. Il a été réalisé le vendredi 3 juillet après que les instances d'Unia-Tessin ont proposé une résolution au conflit interne [voir à ce sujet l'article publié sur le site alencontre le 3 juillet] et aussi après les démissions d'Ivan Cozzaglio et Riccardo Spadini qui avaient été réélus le 26 juin au comité cantonal d'Unia (Tessin).

G. Frizzo, animateur du comité «Giù le mani dalle Officine» (Touchez pas aux Ateliers mécaniques CFF de Bellinzone), aborde ici le thème d'une «nouvelle façon de faire du syndicalisme», c'est-à-dire un syndicalisme qui part d'en bas, de la base, qui est portée par des salarié-e-s qui deviennent des protagonistes directs des mobilisations et du syndicat, des salarié-e-s – manuels et intellectuels – insérés dans la production de biens et de services. Un syndicalisme qui se projette pour une nouvelle société, configurée par des salarié-e-s non aliénés et conscients de leur rôle déterminant.

Voilà en quelques mots la synthèse de ce nouveau modèle syndical que Gianni Frizzo a fait sien. Dans cette interview, il explique de même sa position suite à la rupture, désormais irrévocable, survenue entre le comité des Ateliers et le syndicat Unia. (Solidarietà)

Frizzo, la nuit t'a-t-elle porté conseil ?

Il y a encore en suspens l'affaire des dix questions que nous avons posées à Unia [voir sur le site alencontre l'article du 3 juillet]. Les événements de Biasca [assemblée cantonale d'Unia du 26 juin] doivent être clarifiés, comme l'application des statuts et les méthodes de votation. Et puis, il y a un autre aspect fondamental concernant les démissions des deux collègues [voir ci-dessus] qui ont quitté le comité régional du syndicat.

Pourquoi ont-ils démissionné ?

Evidemment parce qu'ils n'ont pas partagé les modalités de vote. Moi je souhaite préserver ma dignité et le respect vis-à-vis des autres. Je suis surpris maintenant qu'Unia m'ait proposé la réintégration dans leur comité. Mais pourquoi me proposent-ils de le réintégrer s'ils disent, en même temps, que je ne représente pas pleinement la base [des Ateliers] ?

Unia t'a critiqué pour le fait de ne pas avoir été présent à toutes les assemblées et de ne pas avoir pleinement travaillé pour représenter tous les travailleurs...

Pour moi, toutes les critiques sont bienvenues. Mais il aurait suffi que ces critiques et ces manquements soient exprimés par les personnes directement concernées et dans les lieux appropriés. A Biasca, lors de l'assemblée, personne n'a ouvert la bouche. Pourquoi ces critiques ne m'ont pas été adressées lors de l'assemblée ? Ou pourquoi n'ont-elles pas été formulées lors de l'assemblée que j'ai convoquée moi-même le 15 juin ? Je suis ouvert à toute critique, mais des événements pareils, comme la votation du 26 juin, je ne le digère pas.

Pour quelle raison ?

Parce qu'au lieu de discuter et de s'affronter sur les idées, lors de cette assemblée il y avait les «pizzini» [des fac-similés donnant des indications de vote].

Quoi qu'il en soit, malgré les fac-similés, les travailleurs présents à l'assemblée étaient capables de comprendre et de décider. S'ils avaient voulu Frizzo [au comité], ils l'auraient pu voter pour lui tout de même, n'est-ce pas vrai ?

C'est clair. Je suis d'accord sur le fait que les travailleurs sont des personnes capables de comprendre et de décider. Moi aussi je suis ouvrier et travaille dans un atelier toute la journée. Mais ma profession n'est pas celle de visiter les chantiers pour m'entretenir avec les ouvriers [allusion à la fonction des permanents syndicaux qui ont organisé l'assemblée]. Il est normal que, lors de ces entretiens, l'image d'une personne puisse être dépréciée ou louée...

A propos d'image. En plus des Officine, il y a d'autres sites de production en difficulté, comme les Agie [entreprise de machines-outils située à Losone, liée à Agie Charmilles-Genève, dans le groupe Georg Fischer], le Franzi [Officine Franzi, travaux sur métaux, à Barbengo, en situation de faillite], mais qui ne concentrent pas la même attention de la part des médias...

Cette situation suscite chez moi beaucoup de peine. J'appartiens à la classe ouvrière et je mets en avant mes idéaux, ouvertement et avec conviction. Le drame est que la mobilisation des Officine [Bellinzone] n'est pas considérée une valeur ajoutée pour la pratique syndicale. Les syndicalistes ne devraient pas nourrir des sentiments de jalousie à notre égard. Nous devons réussir à «exporter notre expérience» vers tous. Mais avec cette politique syndicale, nous enlevons des espoirs à un grand nombre de travailleurs. Cela me fait mal. Je souffre aussi de voir qu'un travailleur me regarde avec rage et jalousie.

Unia affirme qu'elle s'est engagée chaque jour lors de la grève. Il y avait chaque jour 20 à 25 syndicalistes d'Unia à vos côtés.

C'est vrai. Nous avons commencé il y a déjà dix ans avec le comité «giù le mani». Depuis dix ans nous convoquons donc des réunions ouvertes à toutes les organisations syndicales. Depuis dix ans le secrétaire d'Unia Bellinzone est représenté dans ce comité. En 2005, nous avons conclu un accord de collaboration avec Unia alors que j'étais président du SEV [Syndicat du personnel des transports]. Ce qui arrive dans Unia aujourd'hui, cela s'était produit il y a deux ans dans le SEV, quand la direction du syndicat m'accusait d'instrumentaliser politiquement les ouvriers avec le comité «giù le mani». Sur le fond, il est évident aujourd'hui qu'au niveau national il n'y a pas un syndicat qui est différent d'un autre.

Mais que signifie pour toi faire du syndicalisme ?

Moi, je ne suis pas un révolutionnaire. Je crois en un syndicat de base, dans lequel ce sont les travailleurs qui déterminent leur propre avenir, et non pas en un syndicat où il y a des personnes qui touchent des «indemnités» pour se payer le croissant le matin jusqu'au «relaxant» qu'ils ingurgitent avant d'aller dormir.

Fais-tu référence à un syndicalisme de la base ?

Pourquoi sommes-nous invités en Allemagne, en Italie et au-delà des Alpes pour comprendre ce que nous avons fait ici [aux Ateliers] ? Nous sommes ouverts aux invitations de tous, nous allons partout où nous sommes invités, afin de discuter et pour confronter nos idées et notre pratique.

Au Tessin, il ne me semble pas qu'il y ait la volonté d'aller au-delà de la belle petite histoire des Officine, de la grève, du grand nombre de personnes qui nous ont soutenus et de la solidarité. Il me semble que la démocratie d'assemblée, la voix ouvrière à l'intérieur d'une entreprise et plus généralement un approfondissement de ce qui s'est passé sont absents.

L'activité syndicale se fait tous les jours, jour après jour, chaque minute. Moi je discute directement avec le directeur parce que je dispose d'une légitimité qui m'est donnée par les travailleurs et je suis leur porte-parole. Leur porte-parole pour suggérer des innovations et faire

des propositions à l'entreprise, afin d'améliorer les conditions de vie et de développement personnel de tous. Nous avons même réussi à stabiliser les conditions de travail de 30 ouvriers intérimaires avec l'introduction d'un contrat à durée indéterminé pour eux. Voilà de belles conquêtes. Et je ne comprends pas pourquoi, au lieu de tirer des enseignements de notre expérience, on alimente la jalousie à notre encontre.

(15 juillet 2009)

15 ans d'expérience syndicale à UNIA Bellinzone

Matteo Pronzini

Nous publions ici le texte de Matteo Pronzini qui a été écrit pour être lu lors de l'assemblée d'Unia Bellinzona, Biasca et Moesa qui s'est tenue le 26 juin 2009 [voir sur ce site les articles du [29 juin](#), [3 juillet](#) et [15 juillet](#) 2009].

Matteo Pronzini a été secrétaire responsable de cette section d'Unia jusqu'à fin 2008. Le texte a été lu lors de l'assemblée par Gianni Frizzo. Il illustre bien le travail développé à Bellinzone au cours des quinze dernières années. Il permet de comprendre où se situent les divergences et les éléments de crise à l'intérieur d'Unia. (Réd. de *Solidarietà*)

«A Pietro Tresso et aux milliers de militants syndicaux réprimés au cours de l'histoire par l'appareil, à cause de leur cohérence et de leur détermination.»

Chères collègues, chers collègues,

A l'occasion de l'assemblée générale de notre section syndicale UNIA Bellinzona, Biasca et Moesa de ce soir, je considère qu'il est juste – et que c'est un devoir – de rendre compte de mon activité en tant que secrétaire responsable de notre section au cours de l'année 2008 ; et je le fais à travers ce texte. J'aurai bien voulu être aujourd'hui parmi vous ; les circonstances en ont voulu autrement, mais je suis certain que dans le futur nous aurons encore de nombreuses autres occasions de réfléchir et de débattre ensemble des questions qui intéressent le monde du travail et des stratégies de lutte du mouvement syndical.

Dans cette intervention, je voudrais commencer par rappeler le débat qui s'est développé à l'occasion de notre dernière assemblée de section le 25 avril 2008.

Les thèses développées et discutées à cette occasion concernaient: la lutte pour la défense du contrat national de la construction et l'imposante grève des Ateliers mécaniques CFF (*Officine*). Cette grève a permis de boucler un cycle de l'histoire syndicale de la Suisse italienne et de notre section. Un cycle qui a commencé au cours de la moitié des années 1980 et dans lequel les éléments centraux étaient constitués par la tentative de construire un syndicat démocratique, pluraliste, combatif, enraciné parmi les travailleurs et la population.

1. La construction

Le secteur de la construction a été le premier front sur lequel nous avons concentré nos forces. Au cours des années, grâce à un tenace travail quotidien sur le lieu de travail, il fut possible de gagner la confiance des travailleurs de la construction. Au cours de la seconde moitié des années 1990, grâce aux travailleurs de la construction de notre section, il fut possible de démontrer aux autres sections syndicales du canton du Tessin et de la Suisse qu'il était possible, dans le secteur de la construction (gros œuvre et second œuvre), de lutter et d'organiser des grèves de masse pour des revendications propres et légitimes. La liste des grèves et mobilisations au cours de ces années est longue: 1997, 1999, 2001, 2003, 2007. Notre section syndicale peut, de plus, être fière de ce qu'elle a réalisé sur les chantiers de la NLFA (Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes) en réussissant là où d'autres ont échoué: c'est-à-dire en gagnant la confiance de la très grande majorité des 1000 mineurs [travaillant dans le tunnel] présents à Bodio et Faido [Tessin]. Plus d'une fois, ce furent ces deux chantiers qui initièrent des grèves nationales pour le contrat collectif national et pour la retraite anticipée. En pensant à ces chantiers, mes souvenirs se concentrent sur trois collègues qui ont perdu la vie en travaillant: Andrea Astorino, Heiko Bujak et Salvatore Di Benedetto.

Nous devons jamais oublier que l'on peut mourir en travaillant et que chaque mort est un mort de trop. Cette semaine encore, dans le canton de Lucerne, un travailleur de la construction, âgé de 32 ans, est mort en tombant d'un bâtiment.

A l'occasion de la dernière suspension du contrat national de la construction, notre section UNIA, grâce à l'expérience accumulée a pu donner une forte impulsion dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte qui s'est avérée gagnante grâce à: la participation démocratique de la base, des grèves échelonnées, le soutien mutuel entre diverses régions [du syndicat], des grèves sur les chantiers des NLFA.

2. La vente

Au cours de la moitié des années 1990, grâce à l'expérience accumulée dans la construction, il a été possible de réaliser des choses inimaginables dans un secteur, la vente [commerce], où le syndicat était historiquement absent. A été mise en œuvre une stratégie intelligente de synergie entre une présence capillaire sur le poste de travail et une participation de la population (quelque chose que l'on reverra à l'occasion de la grève des *Officine*). Notre section UNIA a réussi à mettre en mouvement, au plan syndical, un nombre important de vendeuses et vendeurs (pour l'essentiel travaillant à la Coop et à la Migros).

Les principales conquêtes ont porté sur l'amélioration des salaires, la réduction des discriminations entre genre et une résistance victorieuse face aux tentatives de libéralisation des horaires d'ouverture (des magasins).

3. Un sujet social

Au travers de son processus d'accumulation d'expériences et de pratiques syndicales, notre section s'est imposée en quelque sorte comme sujet [acteur] socio-politique dans la région. Notre section syndicale fut le moteur de deux référendums contre la privatisation de l'usine électrique de Bellinzzone (la lutte contre les privatisations, on la retrouvera aux *Officine*). Ce référendum a gagné lors de la votation en obtenant un soutien populaire supérieur à 70 % des votes. Puis, en 2003, ce fut grâce à notre détermination – avec le soutien d'une grande personnalité, dont le nom est Werner Carrobio, qui sera aussi à nos côtés dans la lutte des *Officine* – que l'automne fut caractérisé par des mobilisations syndicales et sociales contre le budget cantonal 2004. L'apogée de ce mouvement de protestation a été une journée de mobilisations marquée par la grève des travailleurs de la construction et une manifestation dans les rues de Bellinzzone réunissant plus de 10'000 personnes.

4. L'expérience extraordinaire des *Officine*

Pour boucler la boucle, passons à la lutte magnifique des *Officine*.

Notre engagement et notre soutien aux travailleurs des *Officine* et de leurs structures syndicales remontent à quelque dix ans. Un travail de construction syndical très difficile qui a plus d'une fois dû reculer face aux directions des CFF. Battu, mais pas vaincu. Chaque fois nous sommes retournés chez nous avec nos propres drapeaux, notre cohérence et la conviction que le futur serait nôtre.

Et ce fut le cas. Ce qui a commencé au printemps 2008 n'a pas d'équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays. Une lutte ouvrière pour la défense de l'emploi et contre la privatisation d'un secteur stratégique de l'économie, une lutte qui, grâce à l'intelligence de ses protagonistes, est devenue une lutte du peuple.

Et avec le peuple, les travailleurs ont gagné. Une victoire qui a fait la démonstration que l'on pouvait gagner. Une victoire qui a démontré que rien n'était impossible aux salarié-e-s, y compris obliger le Conseil fédéral [pouvoir exécutif, en Suisse] à régurgiter une décision prise [de démantèlement des ateliers].

Cette victoire était établie grâce à l'intelligence et à la détermination des travailleurs et de leurs familles, cela est clair. Au même titre où il est clair que l'expérience accumulée au cours de ces 20 dernières années dans la périphérie de la section syndicale UNIA Bellinzone, Biasca et Moesa a fourni une contribution importante à cette lutte.

Cette victoire, dans mon cœur, je la dédie à deux personnes: mon grand-père paternel, Camillo Pronzini, qui a travaillé aux *Officine* jusqu'à la fin des années 1950 et au dirigeant ouvrier de la grève de la Boillat [Jura], Nicolas Wuillemin.

5. Les salarié-e-s protagonistes de leur émancipation sociale

La construction d'un syndicat qui part des problèmes quotidiens des travailleurs et travailleuses – l'emploi, le salaire, la santé – a réussi à développer de manière méthodique et avec persévérance une stratégie de lutte qui a inclu des milliers de salarié-e-s de différents secteurs économiques.

Une construction syndicale qui a toujours placé au centre de sa propre activité le rôle déterminant des travailleurs, c'est-à-dire leur intelligence et la conviction qu'ils étaient l'acteur, le sujet qui pouvait modifier les rapports de forces dans cette société.

De cette première conviction en découle une deuxième: personne n'a pu, ni ne peut, ni ne pourra se substituer aux salarié-e-s dans la lutte pour leur propre émancipation sociale. Et encore moins l'appareil syndical, indépendamment de sa radicalité et de sa combativité (surtout lorsqu'elle est verbale et se limite à de simples proclamations qui ne sont pas suivies d'actions concrètes).

C'est donc un investissement très fort qui fut effectué afin de stimuler des dizaines et des dizaines de discussions entre les travailleurs et de susciter une participation démocratique de la base dans la vie de notre section. Nous avons organisé des cours de formation, des assemblées et des processus démocratiques à l'échelle des entreprises, des secteurs professionnels et des régions. Nous avons animé et participé à la mise en place d'enquêtes ouvrières portant, par exemple, sur le perfectionnement professionnel dans divers secteurs économiques. Nous avons cherché à collaborer avec des académiciens et des intellectuels sensibles aux thématiques du travail ; parmi eux, il faut citer Christian Marazzi (qu'on retrouvera aussi à nos côtés dans la lutte des *Officine*).

En somme, c'est un travail de longue haleine dans le but de réunir, avec constance, des «bouts» de démocratie, de participation et de conflit social. L'objectif était de permettre aux salarié-e-s de notre région de construire, par eux-mêmes, un instrument qui les défende face à de multiples formes d'exploitation de cette société capitaliste, donc fondée sur l'exploitation de classe.

Et nous avons réussi. Nous avons, tous ensemble, construit une excellente section syndicale et, en même temps, petit à petit, presque naturellement, les meilleurs cadres ouvriers se sont regroupés en faveur de ce projet syndical. Un noyau de salarié-e-s qui s'est affirmé capable de conduire, dans plusieurs secteurs, des luttes de résistances et même offensives. Cela fut fait dans la vente, dans la construction, dans l'industrie et aux *Officine*. Les protagonistes de ces expériences peuvent avec orgueil affirmer: nous avons réussi ! nous avons réussi à démontrer dans les faits que, même dans un pays comme la Suisse, il est possible que les salarié-e-s deviennent des sujets sociaux et sachent tenir tête à la bourgeoisie et effectuer des incursions victorieuses sur son territoire.

6. La peur que notre expérience soit contagieuse

Nous arrivons à la fin du chapitre dont je parlais au début de mon rapport. Ce qui a été fait au cours des années 2007-2008 a permis de démontrer que l'épreuve du feu avait été bien passée par notre section syndicale ! Il s'agissait alors de passer à la seconde phase.

De manière naïve, nous n'avions pas compris quelle peur notre expérience syndicale avait provoqué dans les sommets de nos adversaires de classe et quelles préoccupations (et envies) elles avaient suscité dans quelques secteurs de l'appareil.

Se manifestait un souci que ce nouveau syndicalisme démocratique, combatif et populaire puisse être pris comme exemple par d'autres secteurs de salarié-e-s et puisse gratter la rouille déposée par des décennies de paix du travail. Donc, comme souvent dans l'histoire, on a tenté de mettre fin à cette expérience. Non pas au travers d'un débat démocratique et public portant sur la politique syndicale, mais en portant des coups dans l'ombre et en utilisant des méthodes diffamatoires et infâmes. Par exemple, en ce qui me concerne, une campagne publique abjecte a été orchestrée, m'accusant d'un fait grave, très grave: avoir commis un *mobbing* contre le «personnel» qui était placé sous ma direction. Ce sont des accusations fausses qui ont d'ailleurs été démenties, de manière intempestive, par le Comité directeur national d'UNIA [le plus grand syndicat de Suisse]. Après six mois, personne n'a pu apporter un élément de preuve et personne n'a pu porter la plus petite dénonciation contre moi.

Mais, il y a pire. Au cours de ces derniers mois, le comité de notre section a été, de fait, suspendu. Cela s'est passé peu de mois après le premier congrès national d'UNIA [en octobre 2008] à Lugano, dont le thème central était: la base syndicale et son importance. Au cours de ces mois, à Bellinzone, la logique qui s'est concrétisée avait comme centre de gravité [non pas la base, mais] l'appareil et la défense de ses intérêts.

7. Notre futur

Nous ne devons pas désespérer. Comme l'écrivait Antonio Gramsci, nous devons avoir le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. Ces attitudes mesquines et de bas niveaux seront, un jour ou l'autre, balayées. En 2007, Gianni Frizzo [l'animateur du comité de grève des *Officine*] et les travailleurs des *Officine*, devant la porte d'entrée des ateliers ont été dénigrés et humiliés par l'appareil. Battus mais non pas vaincus, ils sont rentrés avec dignité et avec leurs drapeaux dans leurs ateliers. A peine une année après, ces mêmes travailleurs, avec dignité et fierté, sortiront des ateliers et feront plier la direction des CFF ainsi que le Conseil fédéral, devenant pour le peuple de toute une région [le Tessin] des exemples de combattants.

Face à notre section syndicale et face à vous, j'ai une grande dette morale. En 1991, âgé d'un peu moins de 20 ans, j'ai eu l'honneur de débiter un engagement syndical [permanent] auprès de notre section. J'étais un jeune homme avec des idéaux forts de solidarité, d'égalité sociale et de démocratie. Grâce à vous et à la confiance que vous m'avez toujours donnée, j'ai eu la possibilité de me développer et d'acquérir une maturité dans la meilleure des universités: un mouvement ouvrier combatif et dynamique.

Avec vous, et grâce à vous, j'ai pu progresser professionnellement et humainement. Avec vous, et grâce à vous, j'ai pu connaître de grandes émotions qui resteront avec moi pour toute la vie.

Ces vingt ans de militantisme syndical m'ont permis d'expérimenter dans les faits ce que j'ai lu durant des années dans des dizaines et des dizaines de livres: construire une société où toute forme de l'exploitation de l'homme par l'homme soit bannie. Il reste un grand problème à résoudre, qui revient de manière cyclique: celui de l'appareil [du syndicat].

L'avenir nous appartient, aujourd'hui nous sommes séparés, mais demain nous nous retrouverons tous ensemble, encore plus forts, sur les barricades en luttant pour une société libre de tous les maux, de toutes les oppressions, de toutes les violences. (trad. *A l'encontre*)

(17 juillet 2009)

Quatre ans après la grève contre la fermeture du site, les Ateliers de Bellinzone ne rendent pas leurs armes!

Publié par Alencontre le 2 - mai - 2012

Entretien avec Gianni Frizzo

«Oh, combien de personnes», murmurait, avec un peu de surprise, samedi 14 avril 2012, un camarade entré dans le hall des Ateliers CFF de Bellinzone. Il ne s'attendait visiblement pas à voir autant de gens participer tant au débat de l'après-midi qu'à la discussion qui a suivi le soir. Bien que quatre années se soient écoulées depuis la grève, en 2008, menée contre la fermeture du site, l'intérêt et la sympathie pour les travailleurs n'ont toujours pas baissé. Il est évident que nous ne sommes pas dans la même situation qu'au moment de la lutte ou des jours qui l'ont suivie. Mais on peut dire que la sympathie accumulée est loin d'être épuisée. Et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, parce que l'opération de sauvetage de l'atelier est loin d'être achevée. Il s'agit d'un travail continu qui sera (au moins en partie) terminé seulement lorsque commenceront à se concrétiser les projets en cours, à savoir ceux qui permettront de regarder l'avenir avec plus de confiance (ce serait le cas, par exemple, lors du développement effectif d'un pôle technologique).

Ensuite, les travailleurs continuent, par l'engagement de leur comité de grève, à effectuer le travail d'information publique qui a été l'une des clés du succès de la mobilisation durant la grève de 2008.

Enfin, comment ne pas comprendre l'autre valeur symbolique que représente, dans le contexte de crise profonde que nous vivons, l'action entreprise par les travailleurs des Ateliers CFF Cargo de Bellinzone? Car elle est bien l'une des plus importantes tentatives (réussie!) de s'opposer à la logique marchande du capitalisme néolibéral, celle qui veut imposer le profit et la privatisation des entreprises publiques.

Chacun de nous voudrait faire comme les travailleurs des ateliers CFF de Bellinzone: s'opposer à des mesures qui, jour après jour, sont imposées dans toutes les entreprises, rendant le travail plus dur, moins bien payé, de plus en plus difficile à supporter.

Nous avons profité de cet anniversaire de la grève pour faire le point sur la situation avec le président du comité de grève: Gianni Frizzo. (Rédaction)

Ce quatrième anniversaire de la lutte aux Ateliers CFF de Bellinzone intervient à un moment de transition dans l'histoire de ce site industriel. La table ronde s'est terminée il y a quelques mois tandis que le projet d'un pôle technologique semble avoir atteint le stade de sa concrétisation, même s'il reste encore un projet. Tout cela, dans un contexte difficile pour l'emploi (en raison de la diminution du volume des commandes offert par CFF Cargo, qui reste le plus gros client des Ateliers) et pour les travailleurs qui s'affrontent à des conditions de travail de plus en plus rudes. Comment vivez-vous cette situation?

Gianni Frizzo: Le personnel se trouve dans une situation très difficile marquée par une grande incertitude. Si le volume de travail a augmenté en 2009 et 2010, avec l'augmentation qui s'ensuit du nombre de salariés dans l'usine, la situation a changé à partir de 2011. En effet, nous assistons à une baisse importante du volume de travail qui met en danger les emplois (je pense au renvoi de 15 travailleurs intérimaires) et, plus en général, la capacité productive des Ateliers de Bellinzone. Car la diminution des commandes dans le secteur des wagons nous empêche de disposer des fonds nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation, avec toutes les conséquences négatives qui en découlent.

Le manque de transparence de CFF Cargo pour ce qui a trait à sa stratégie de court et moyen terme (2013 et 2014) met les Ateliers dans une situation d'incertitude très dangereuse: devant le risque de perdre tout d'un coup un volume de travail qui représente environ 60% du chiffre d'affaires, les Ateliers (plus exactement les travailleurs des Ateliers en collaboration avec leurs divers appuis) n'ont pas la possibilité de concevoir, à temps, une stratégie industrielle alternative. On comprend très bien que tout cela soulève de sérieux doutes sur la stratégie que les CFF préparent à l'égard des Ateliers de Bellinzone. D'un côté, ils affirment continuer à croire en elle; de l'autre côté, les CFF empêchent le développement de la production en raison de problèmes structurels et de l'organisation matricielle du travail (organigramme bidimensionnel dans lequel les postes dépendent de plusieurs objectifs d'organisation supérieurs, cette organisation peut être faite par projet, par produit, par équipe), bien que toutes les compétences nécessaires soient réunies.

Les clients internes (CFF Voyageurs et CFF Cargo) représentent, actuellement, environ 85 % du volume du travail. Cette proportion va clairement à l'encontre de nos prévisions et même de celles établies (officiellement) par les CFF depuis 2008. Nous avons un besoin urgent de faire appel aux commandes d'autres prestataires pour couvrir les frais d'exploitation et maintenir les emplois. Vous pouvez bien imaginer que cette situation d'incertitude extrême, qui provoque des tensions au sein du collectif de travail, est très mal vécue par les travailleurs des Ateliers.

Les CFF semblent maintenant avoir une attitude qui combine à la fois une volonté de discussion formelle avec le comité de grève et la mise devant le fait accompli, systématique, dans les décisions concrètes. Comment pensez-vous y faire face ?

Gianni Frizzo: Ce refrain obsédant du retour à la «normale», entonné régulièrement par la direction, est en train de saper tout le travail effectué jusqu'à présent par le comité de grève, sur la base de nombreuses discussions exténuantes. Cela dans le cadre de la table ronde [entre la direction des CFF, les représentants des travailleurs, avec un médiateur: Franz Steinegger, ancien président du Parti radical de 1989 à 2001, alors conseiller national d'Uri] au cours des quatre dernières années

Les décisions unilatérales de la direction locale, celle des Ateliers CFF de Bellinzone, contreviennent clairement aux résolutions convenues par les parties lors de la table ronde du 16 décembre 2011. Il s'agit d'une attitude insultante qui devrait faire réfléchir attentivement les CFF. Ils devront assumer l'entière responsabilité de cette situation, en particulier celle portant sur les conséquences possibles que cette attitude pourrait déclencher; cela tant que les CFF ne reviennent pas sur leurs décisions. Je dois ajouter, néanmoins, que la marge de manœuvre dont dispose la direction des CFF, pour faire marche arrière, tend à se rétrécir avec le temps.

Nous espérons toujours dans leur «bon sens», car sinon nous serons tenus à déterminer des «contre-mesures», que nous ne tenons pas à expliciter ici, pour des raisons évidentes; mesures visant à les «ramener à la raison». La direction des CFF devrait se rendre compte, avec un minimum de bon sens, qu'aujourd'hui, compte tenu des problèmes structurels (de gestion et d'organisation), la situation aux Ateliers CFF de Bellinzone ne s'est pas du tout

améliorée par rapport à 2008. Bien au contraire: nous sommes confrontés aux incertitudes qui découlent de la stratégie de CFF Cargo.

En plus des problèmes liés à l'avenir des Ateliers CFF de Bellinzone, de nombreux travailleurs ont mal vécu le nouveau système salarial introduit, l'année dernière, dans le cadre du renouvellement de la Convention collective du travail (CCT). De nombreux ouvriers ont été «déclassés», c'est-à-dire assignés à une classe salariale inférieure. Cela concerne parfois des travailleurs avec une dizaine, voire plus, d'années d'expérience professionnelle. Si pour le moment les CFF ne demandent pas de se faire rembourser la différence (reste en vigueur, au moins jusqu'à la fin de la CCT, ce qu'on appelle la «garantie des salaires acquis»), l'avenir semble toutefois incertain. Y compris parce que tout cela signifie, au pire, le blocage permanent des salaires pour les années à venir. Comment entendez-vous réagir?

Gianni Frizzo: Comme si le personnel des Ateliers de Bellinzone (et plus en général celui des CFF à l'échelle du pays) n'avait pas assez d'ennuis, voici que l'entreprise sort de son chapeau un système salarial absurde à tous les points de vue. Il pénalise surtout les travailleurs dont les salaires sont les plus bas. Puis, il y a eu encore la direction locale, celle des Ateliers de Bellinzone, qui a aggravé les choses, en souhaitant montrer qu'elle est plus royaliste que le roi. En effet, elle vient de «dévaloriser» les activités artisanales par une procédure d'attribution des postes (déterminante pour la fixation des salaires) «fait maison». Cette procédure ne respecte même pas des règles existantes en la matière. Ainsi, cette pratique a augmenté encore plus la diminution du salaire (qui peut atteindre un montant de 20'000 francs par année).

De plus, la garantie du salaire acquis sera certainement remise en cause à la fin de 2014, à l'occasion des prochaines négociations pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT). Le nouveau système de rémunération a diminué, de fait, aussi bien les salaires minimums (ceux appliqués pour les nouvelles embauches) que les salaires maximums (lesquels s'appliquent seulement pour les travailleurs «artisans», donc les plus qualifiés). Dans tous les cas, la direction des CFF s'appuiera sur cette nouvelle grille salariale pour balayer les quelques droits et avantages dont bénéficient encore les salarié-e-s.

Pour faire face à cette attaque contre les salaires, le comité de grève a réagi avec une action de protestation, menée par quelque 200 ouvriers: dans un premier temps, en refusant de signer les nouvelles conditions salariales; dans un deuxième temps, en déléguant au comité de grève la défense collective de leurs intérêts. Une procédure est en cours et va probablement déboucher sur un flot de plaintes que nous devons prendre en charge dans les mois à venir.

Cette dernière démarche se limitera, de fait, à atténuer les conséquences négatives pour le personnel, sans pouvoir changer ce qui est à la racine du problème, à savoir le système de rémunération lui-même. Cette question constitue un thème important qui doit être discuté, mais surtout faire l'objet d'un combat syndical mené par tous les employés du pays travaillant aux CFF; et cela dans un esprit de solidarité.

Nous cherchons à préciser la façon de poursuivre et d'atteindre cet objectif tout en étant conscients que nous ne pouvons compter sur le soutien des directions des syndicats, dont l'attitude peut être définie comme «complice» du patronat, par leur rôle dans cette triste page de l'histoire du corporatisme suisse. Mais il est tout aussi vrai que l'espoir est toujours le dernier à mourir...! (Traduction A l'Encontre)

Article publié dans le bimensuel du MPS-Tessin: *Solidarietà* du 19 avril 2012.